

INTERVENTIONS EN PRISON



JCHANCHE © CGLPL

SYNTHESE NATIONALE DES ACTIONS MENEES - Année 2024 -



JCHANCHE © CGLPL

La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues
1 252



SOMMAIRE

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE [LES ACTIONS DE LA CIMADE EN PRISON](#)

DEUXIEME PARTIE [FOCUS : DIFFICULTES DES ETRANGER·E·S DETENU·E·S](#)

TROISIEME PARTIE [ANALYSES](#)

QUATRIEME PARTIE [LES PRISONS D'INTERVENTION](#)

ANNEXE [METHODOLOGIE MOBILISEE](#)



JCHANCHE © CGLPL

La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues
1 252



Source: L... onnées • Créé avec Datawrapper

PREMIERE PARTIE

LES ACTIONS DE LA CIMADE EN PRISON

Du reclassement des criminel·le·s de guerre à l'accompagnement des personnes étrangères détenues

Intervenir en prison, combattre toutes les formes de double peine

DU RECLASSEMENT DES CRIMINEL·LE·S DE GUERRE A L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES ETRANGERES DETENUES

1944-1968 : Naissance et structuration du « service prisons et libérés »

Avec le service *Prisons et Libérés*, La Cimade est présente en détention dès la Libération (principalement en Ile-de-France et dans le Nord), pour rencontrer des criminel·le·s de guerre ou des personnes suspectées d'avoir collaboré. Cette présence s'inscrit dans le cadre de la réforme Amor, qui postule du « reclassement social du condamné » et de l'introduction de la société civile en prison.

« Sous l'occupation, La Cimade avait pris le parti des résistants et des juifs persécutés. Elle répondit après la guerre à l'appel que lui adressa un membre du Gouvernement provisoire et envoya des assistantes dans les camps et les prisons d'Allemands et de collaborateurs : Drancy, Poitiers, Ecouves, Doullens, Noé. [...] Je fus désignée pour le camp de Noé, situé dans la région de Toulouse. J'y arrivai au printemps de 1947. [...] Je n'étais pas attendue ni surtout désirée par l'administration du camp. [...] Mon travail consistait pour une part à correspondre avec les familles [...] Mais ma tâche principale était de recevoir les prisonniers, d'entendre leurs confidences, leurs confessions. Combien j'en ai reçus et que de désespoirs se sont exprimés devant moi ! »

Extrait des Cahiers de Violette MOUCHON

Ainsi, l'administration pénitentiaire évoque dès 1946 dans son rapport annuel « l'aide apportée (...) [par] le Comité d'aide aux évacués, dit la Cimade, qui a mis gracieusement plusieurs de ses assistantes à notre disposition », afin de remplir une mission sociale et humaine. Par la suite, le service se structure, avant que la guerre d'Algérie ne vienne ralentir l'action ; celle-ci se poursuit néanmoins autour des visites en détention, de la correspondance et de l'assistance aux personnes sortantes de prison.

Procès-verbal du 3-12-1946 :

M. BOEGNER a rendu visite à M. AMOR, Directeur de l'Administration pénitentiaire, et a obtenu en particulier que le règlement des prisons soit modifié de façon à permettre le rattachement à une autre confession d'un détenu pendant son incarcération. Il communique au Comité les mesures prises pour le transfert de la maison Centrale de Poissy.

Un journal à l'usage de tous les prisonniers va paraître prochainement, rédigé par les oeuvres s'occupant des prisons. Il comportera une revue de presse faisant état des événements essentiels.

Extrait du procès-verbal de La Cimade, 3 décembre 1946, Archives de La Cimade.

Quant aux assistantes sociales, dont le recrutement s'avérait aussi difficile, et pour les mêmes raisons que celui des infirmières, l'Administration a pu augmenter sensiblement l'effectif de celles engagées contractuellement. De 20, ce nombre est passé à 33. Par contre de grosses difficultés se sont présentées par suite des importantes compressions budgétaires imposées à l'Entr'aide française de qui relevait la majeure partie des autres assistantes agréées pour les prisons. Grâce à un accord intervenu avec cet organisme, l'Administration rembourse désormais, comme elle le fait avec la Croix-Rouge pour les infirmières, le montant des traitements payés par l'Entr'aide pour la part du temps où l'assistante est à notre disposition. Toutefois, une centaine de postes demeuraient découverts au 1^{er} janvier malgré l'aide que nous ont apportée dans ce domaine, non seulement les assistantes médico-sociales de la Croix-Rouge, mais aussi le Comité d'aide aux évacués, dit la Cimade, qui a mis gracieusement plusieurs de ses assistantes à notre disposition.

159

Extrait du rapport d'activité 1947 de la Direction de l'administration pénitentiaire.

1968-1979 : Un service face au tourbillon répressif de la politique pénale



Le durcissement des politiques pénales et pénitentiaires, la surpopulation croissante, les révoltes dans les prisons et le développement d'un militantisme carcéral sont autant d'éléments qui incitent **La Cimade** à préciser ses responsabilités. Aux côtés du Groupe Multiprofessionnel des Prisons, un pôle de réflexion est engagé dès 1971.

La fermeture du service *Prison et Libérés* par l'Assemblée générale, en 1979, n'empêchera jamais des interventions locales de se réaliser.

Le 15 janv. 1972, une révolte à la prison de Nancy entraîne, pour la première fois, la venue d'un président de la République en prison, le 10 août 1974 à la prison Saint-Paul de Lyon.



A partir de 1980 : Le combat emblématique de la double peine



En parallèle, les politiques migratoires se durcissent aussi. La loi du 31 décembre 1970 étend considérablement les peines d'interdiction du territoire, qui peuvent désormais être prononcées contre toute personne condamnée pour des faits liés aux stupéfiants.

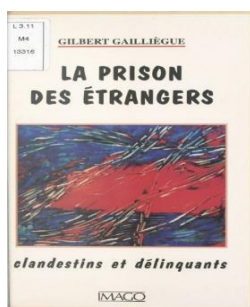
Le 2 avril 1981, une grève de la faim débute à Vénissieux, menée par Hamid BOUKHROUMA, Jean COSTIL et Christian DELORME.

Par la suite, la mobilisation n'aura de cesse de se structurer afin de demander l'abolition de la double peine : création du Comité National Contre la Double Peine en 1990, grève de la faim dans les locaux de La Cimade Ile-de-France et au sein des prisons Fresnes et Fleury-Mérogis en 1992, campagne « Une Peine Point Barre » en 2001.



En 1992, 19 personnes entament une grève de la faim dans les locaux de La Cimade Ile-de-France, 46 boulevard des Batignolles.

A partir de 1992 : La Cimade redonne un caractère national à l'activité



En 1992, sous l'impulsion de Gilbert GAILLIEGUE, convaincu qu'un accompagnement spécifique est nécessaire, l'activité reprend forme. A partir de la prison des Baumettes à Marseille, l'activité se développe sur l'ensemble de la région : en 2000, des bénévoles sont présent·e·s dans dix prisons.

Face à la demande croissante et au constat que « dans les rares établissements où cette fonction [d'accompagnement] est assurée, elle l'est au bénéfice de tous »¹, **La Cimade**, en 2004,

redonne une dimension nationale à cette facette de son activité. Dès lors, celle-ci n'aura de cesse de se développer dans toute la France.



Gilbert GAILLIEGUE en 2016, aux côtés de Jean-Marie DELARUE, ancien Contrôleur Général des Lieux de Privation de Liberté

¹ Gilbert GAILLIEGUE, *La prison des étrangers*, Paris, Imago, 2000, p. 114.

Chronologie indicative

1946

Dans la continuité de son action dans les camps d'internement, La Cimade entre pour la première fois dans une prison et crée le «Service Prisons et Libérés».

1979

A la fin d'une décennie marquée par l'affirmation d'un militantisme carcéral, l'Assemblée Générale de La Cimade décide de fermer le service. L'activité ne s'arrêtera pourtant jamais.

1992

Sous l'impulsion de Gilbert GAILLIEGUE, l'activité se structure à nouveau au sein de la région Sud-Est. Une convention régionale avec l'administration pénitentiaire est signée.

2004

Le Conseil national de La Cimade fait de l'action en milieu carcéral «une haute priorité», et la Commission prison est formellement créée.

2007

Une convention nationale est signée avec le ministère de la Justice. Face aux besoins grandissants, une coordination nationale est créée l'année suivante.

INTERVENIR EN PRISON, COMBATTRE TOUTES LES FORMES DE DOUBLE PEINE

La Cimade intervient en prison afin de matérialiser l'accès au droit des personnes étrangères incarcérées : 170 bénévoles entrent dans plus de 70 prisons afin d'informer les personnes de leurs droits et de les assister dans les démarches supposées par leur situation. Depuis 2007, l'activité est prise en compte par un protocole national signé avec l'administration pénitentiaire.

Derrière les murs : l'intervention en milieu carcéral

Rien ne justifie une différence de traitement entre les personnes détenues en prison au seul regard de leur nationalité : là où la loi pénale ne distingue pas, il n'y a pas lieu de distinguer. Pour autant, face aux difficultés éprouvées par les personnes étrangères détenues, **La Cimade** agit pour que l'accès à leurs droits soit effectif.

Afin d'assurer cette activité auprès d'une population représentant un quart de la population détenue (25,61% au 30 septembre 2022)², **La Cimade**, par ses permanences, organise une présence au sein des prisons : l'intervention se déroule indistinctement auprès des femmes et des hommes, des personnes prévenues et des personnes condamnées, en maison d'arrêt comme en établissement pour peines. L'association intervient de manière ponctuelle auprès des mineur·e·s, et développe une action auprès des sortant·e·s de prison.

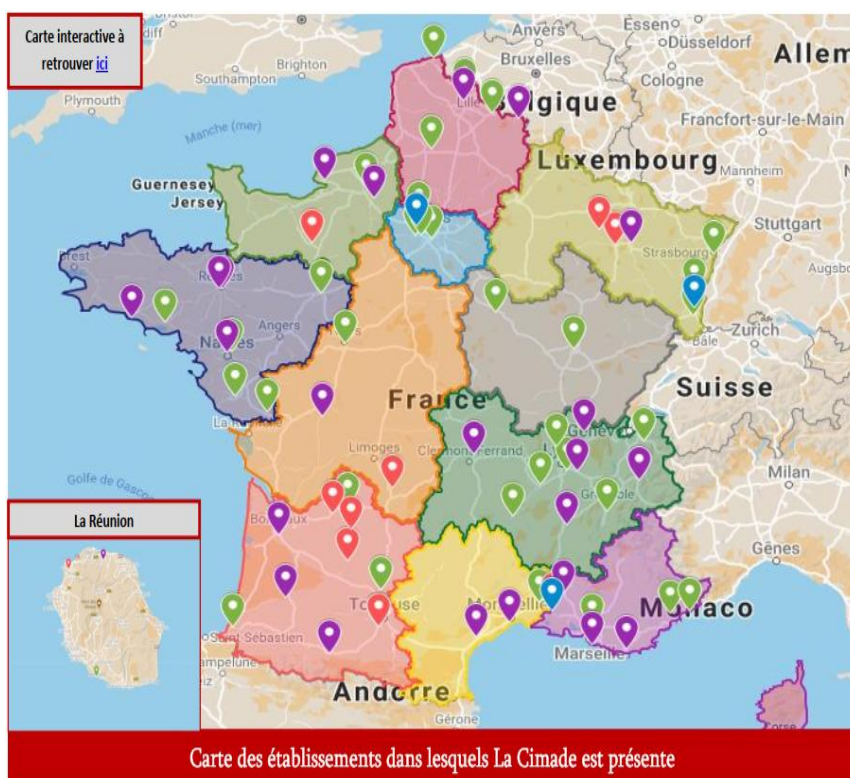
² Ministère de la Justice, SGSDE, [Statistiques trimestrielles de milieu fermé, situation au 30 septembre 2022](#).

Devant les murs : Lutter contre toutes formes de double peine

Confrontées à des discriminations textuelles ou pratiques, l'incarcération multiplie la vulnérabilité et l'isolement des personnes étrangères, qui se retrouvent confrontées à des difficultés liées à la langue, à la maîtrise de l'écrit, à la complexité des démarches administratives ou à l'éloignement des familles. La nationalité constitue trop souvent une forme de double peine, ce qui entraîne un vécu carcéral différencié mais favorise aussi la mise au ban des personnes étrangères détenues. Du fait de l'absence de mesures spécifiques, la prison devient productrice d'irrégularités. Pourtant, le temps passé en prison doit être un temps utile pour préparer le retour à la vie hors les murs.

La Cimade souhaite ainsi sensibiliser les différents acteurs et actrices à ces enjeux spécifiques, et déconstruire la pénalisation dont les étranger·e·s font l'objet. En parallèle de sa mission juridique, l'association assure un devoir de témoignage, de formation, d'analyse et de dénonciation des conditions d'incarcération des personnes étrangères. Pour ce faire, elle informe les personnels de l'administration pénitentiaire, porte des propositions politiques, et travaille en lien étroit avec les autres associations dites *prison-justice*.

Carte des établissements d'intervention





JCHANCHE © CGLPL

La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues
1 252

DEUXIEME PARTIE

FOCUS : DIFFICULTES DES ETRANGER·E·S DETENU·E·S EN 2024

Source: La Cimade - Données de terrain

- Une population surincarcérée mais sous protégée
- Une population injustement ciblée par des politiques migratoires répressives
- L'ordre public, nouvel avatar de cette fabrique d'ennemi·e·s commodes
- Auprès des personnes sous-main de justice, plus que jamais



En 2024, les équipes bénévoles de **La Cimade** ont rencontré **2 700 personnes étrangères détenues**, au cours de près de **5 000 échanges** menées directement derrière les murs de nos établissements pénitentiaires. Ce rapport repose sur les situations observées par **La Cimade**, dans le cadre de la mission d'information et d'aide à l'exercice effectif des droits des personnes détenues.

Une population surincarcérée mais sous protégée

Une fois de plus, il souligne un contexte carcéral difficile caractérisé par une hausse, depuis plusieurs années, de la part des personnes de nationalité étrangère parmi la population pénale : **elles sont en effet surincarcérées** et représentaient, au 31 décembre 2024, 25,1% de la population pénale, soit près de 20 000 personnes.

L'incarcération constitue un obstacle supplémentaire voire insurmontable pour enregistrer une demande d'asile, déposer une demande de titre de séjour ou encore pour contester une mesure d'expulsion, alors que peu de textes encadrent les pratiques observables. La sortie sèche de prison reste donc la norme, souvent synonyme d'un nouvel enfermement, en rétention administrative cette fois. En prison encore plus qu'à l'extérieur, **les personnes étrangères sont invisibilisées, discriminées, abandonnées**, victimes de politiques migratoires répressives.

Une population injustement ciblée par des politiques migratoires répressives

Mise en œuvre en grande partie dès l'aube de l'année, la loi du 26 janvier 2024 est venue entériner le **crépuscule d'un certain nombre de droits pour les personnes étrangères confrontées à un parcours pénal**.

Les atteintes à leurs droits fondamentaux sont nombreuses : suppression des catégories protégées contre les mesures d'expulsion dès lors qu'une peine est simplement encourue, généralisation des mesures de double peine et augmentation de leur durée, allongement de la durée des mesures de

« Nul de nous n'est sûr d'échapper à la prison. Aujourd'hui moins que jamais. Sur notre vie de tous les jours, le quadrillage policier se resserre (...), autour des étrangers et des jeunes (...). On nous dit que les prisons sont surpeuplées. Mais si c'était la population qui était suremprisonnée ? »

Manifeste du Groupe d'Information sur les Prisons, 8 février 1971

bannissement dès lors qu'une menace grave à l'ordre public est retenue, sanctions accrues pour certaines infractions à la législation des étrangers, assouplissement des conditions de refus ou de retrait de titre de séjour pour des personnes confrontées à la justice pénale, etc.

A l'inverse, aucune mesure n'a été prise pour rendre effectif l'accès au séjour ou à l'asile des personnes étrangères détenues, alors que ces deux droits n'ont jamais été autant réduits à peau de chagrin ; le premier par la non prise en compte des publics empêchés par la plateforme ANEF, le second du fait de la faible force juridique de la seule instruction qui est bien voulue se pencher sur la question, pourtant fondamentale.

L'ordre public, nouvel avatar de cette fabrique d'ennemi·e·s commodes

La dérive la plus inquiétante réside probablement dans l'**utilisation trop souvent détournée et disproportionnée de la menace à l'ordre public**, pourtant peu encadrée juridiquement. Nombre de personnes détenues font ainsi l'objet de décisions d'expulsion en raison de la place exorbitante que prend leur parcours pénal, parfois très ancien, dans l'appréciation de leur situation. La prison devient ainsi un outil mis au service d'une politique migratoire répressive ; au mépris des objectifs de réinsertion fixés à la prison, comme du travail mené en ce sens par les agent·e·s pénitentiaires.

Ainsi érigées au statut d'ennemi·e·s commodes, les personnes étrangères confrontées à un parcours pénal ont également été, sans relâche, de manière caricaturale et jusqu'à la nausée, la cible de **contrevérités visant à établir un lien entre immigration et délinquance**. Et ce alors que tous les chiffres, études et enquêtes terrain rappellent l'inverse depuis plusieurs décennies.

« Les études réalisées dans différents pays concluent sans ambiguïté que les immigrés ne sont pas à l'origine d'une augmentation des taux d'infraction dans les pays d'accueil »

Arnaud Philippe & Jérôme Valette, 'Immigration et délinquance : réalités et perceptions', *La Lettre du CEPII*, n°436, avril 2023.

Auprès des personnes sous-main de justice, plus que jamais

En dépit de ce contexte et pour ne pas faire de ce dernier la seule alternative, près de **200 bénévoles de La Cimade** se tiennent aux côtés des personnes détenues, dans une prison sur trois. Cette année encore, car la nouvelle législation a nécessité de multiples actions de formation, de sensibilisation et de communication en vue de rendre visibles ses impacts, **La Cimade** a dénoncé les dérives qu'elle a observées, et a contribué à porter à la connaissance de tou·te·s les réalités habituellement dissimulées derrière nos murs.



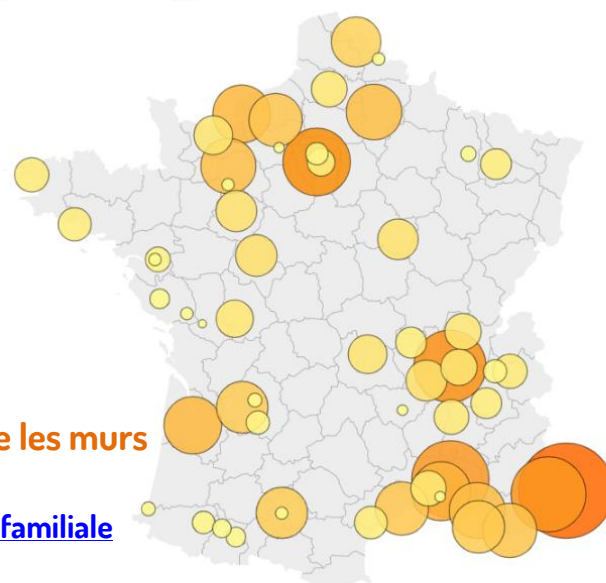


JCHANCHE © CGLPL

La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues
1 252



TROISIEME PARTIE

ANALYSES

PREMIERE PARTIE Les actions menées derrière les murs

- ☐ [Personnes rencontrées : Activités de La Cimade](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Situation personnelle et familiale](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Nationalités](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Situation pénale](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Situation administrative](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Mesures d'expulsion](#)
- ☐ [Personnes rencontrées : Destin au 31 décembre 2024](#)
- ☐ [Démarches intentées](#)
- ☐ [Synthèse](#)

DEUXIEME PARTIE Structure de l'activité en prison

- ☐ [Synthèse de la structure prison](#)
- ☐ [Equipes bénévoles](#)
- ☐ [Etablissements pénitentiaires concernés](#)
- ☐ [Détails par directions interrégionales](#)

3.

1- Actions menées derrière les murs

PERSONNES RENCONTREES : ACTIVITE DE LA CIMADE

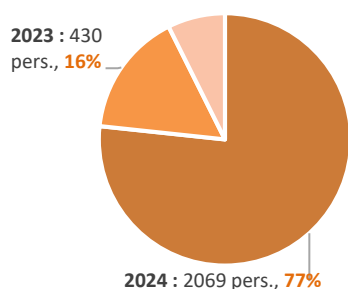
Evolution du nombre de personnes rencontrées



Les chiffres clefs

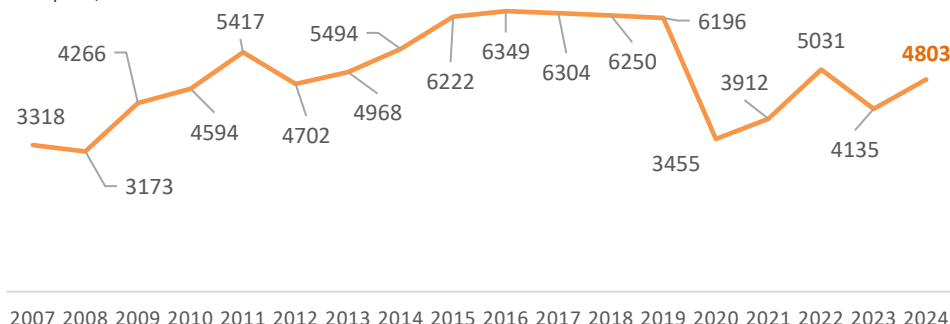
Au moins **134** personnes vues par interprétariat.
Au moins **55** interprètes détenu-e-s.

Année de première rencontre

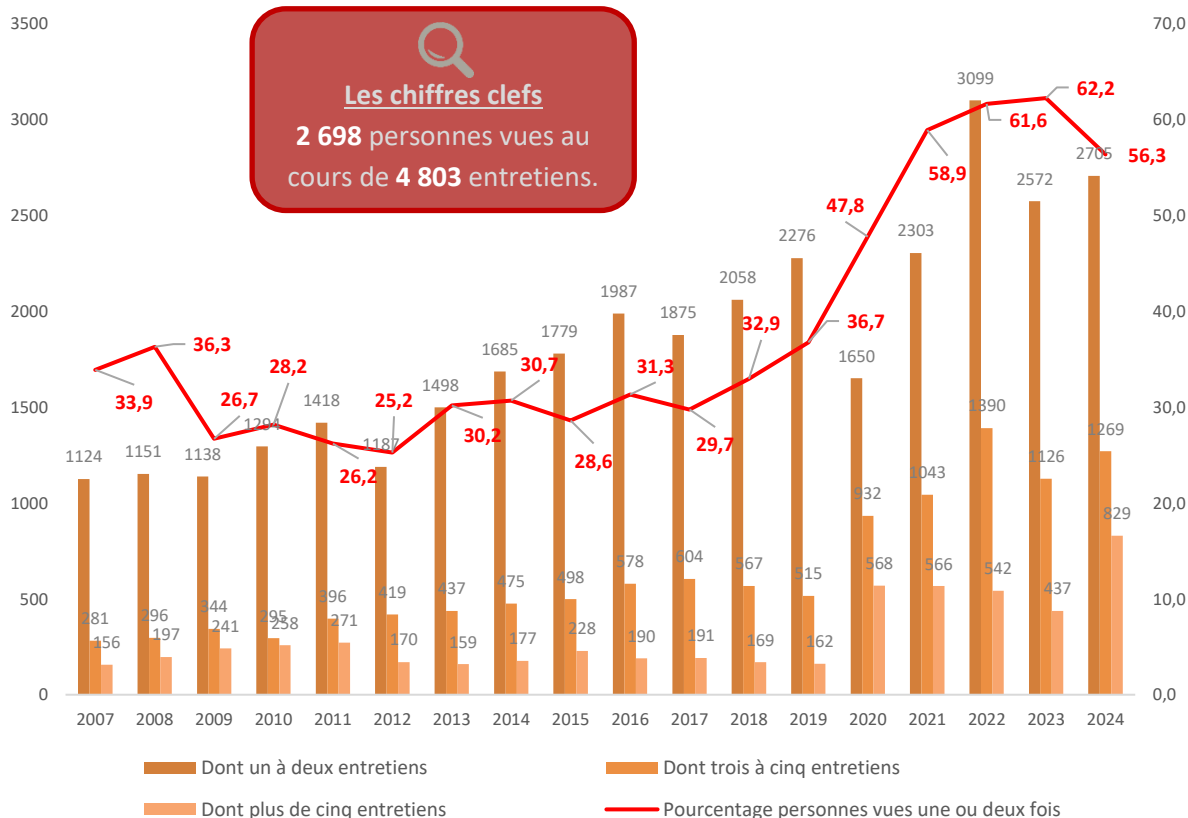


2022 et avant :
199 pers., 7%

Evolution du nombre d'entretiens

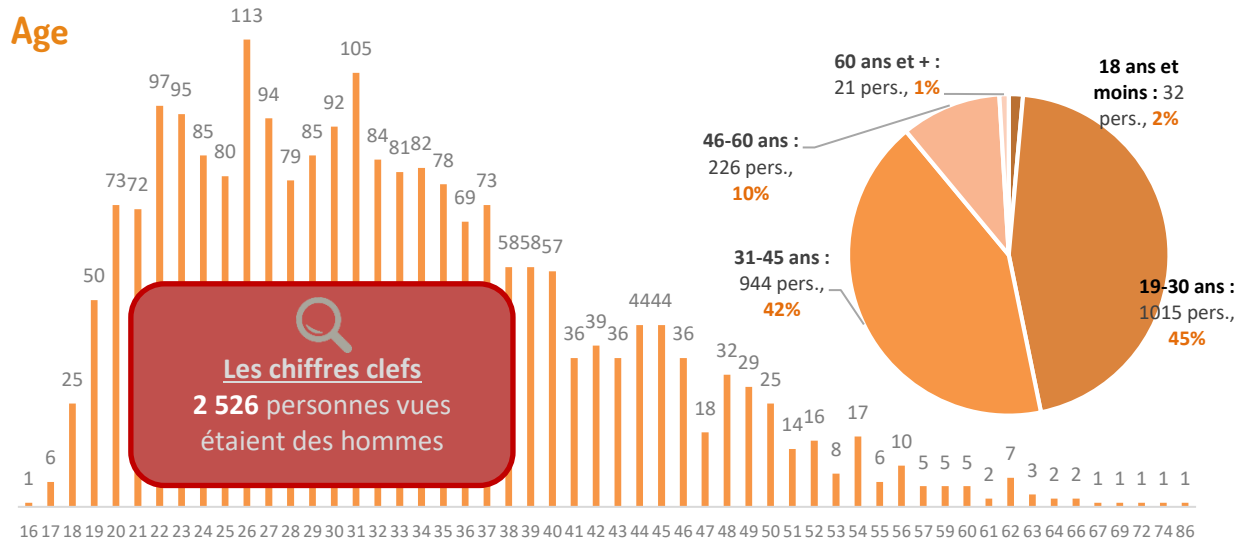
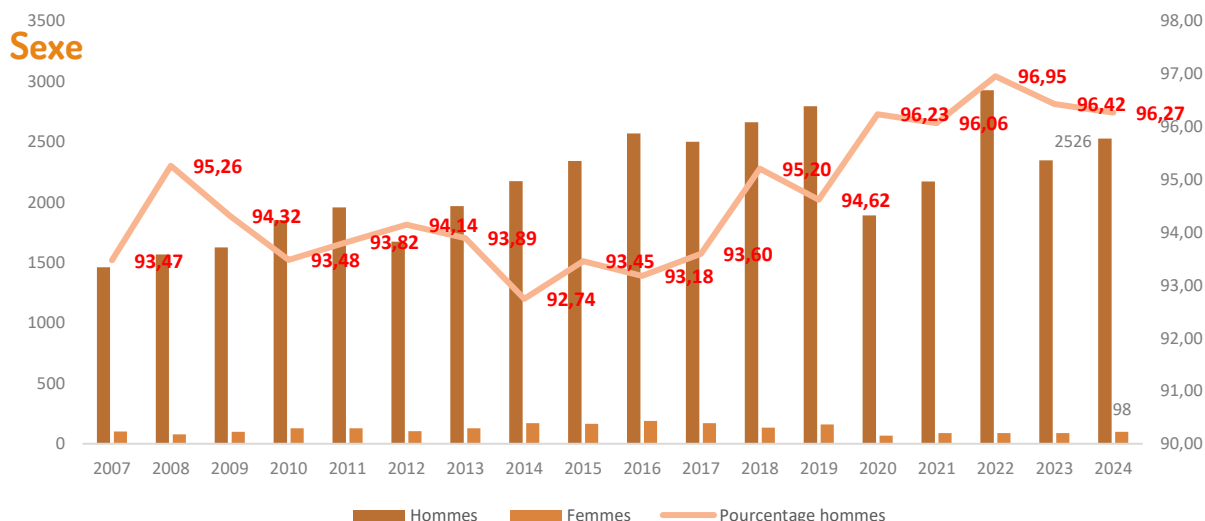


Répartition du nombre d'entretiens



1- Actions menées derrière les murs

PERSONNES RENCONTREES : SITUATION PERSONNELLE ET FAMILIALE

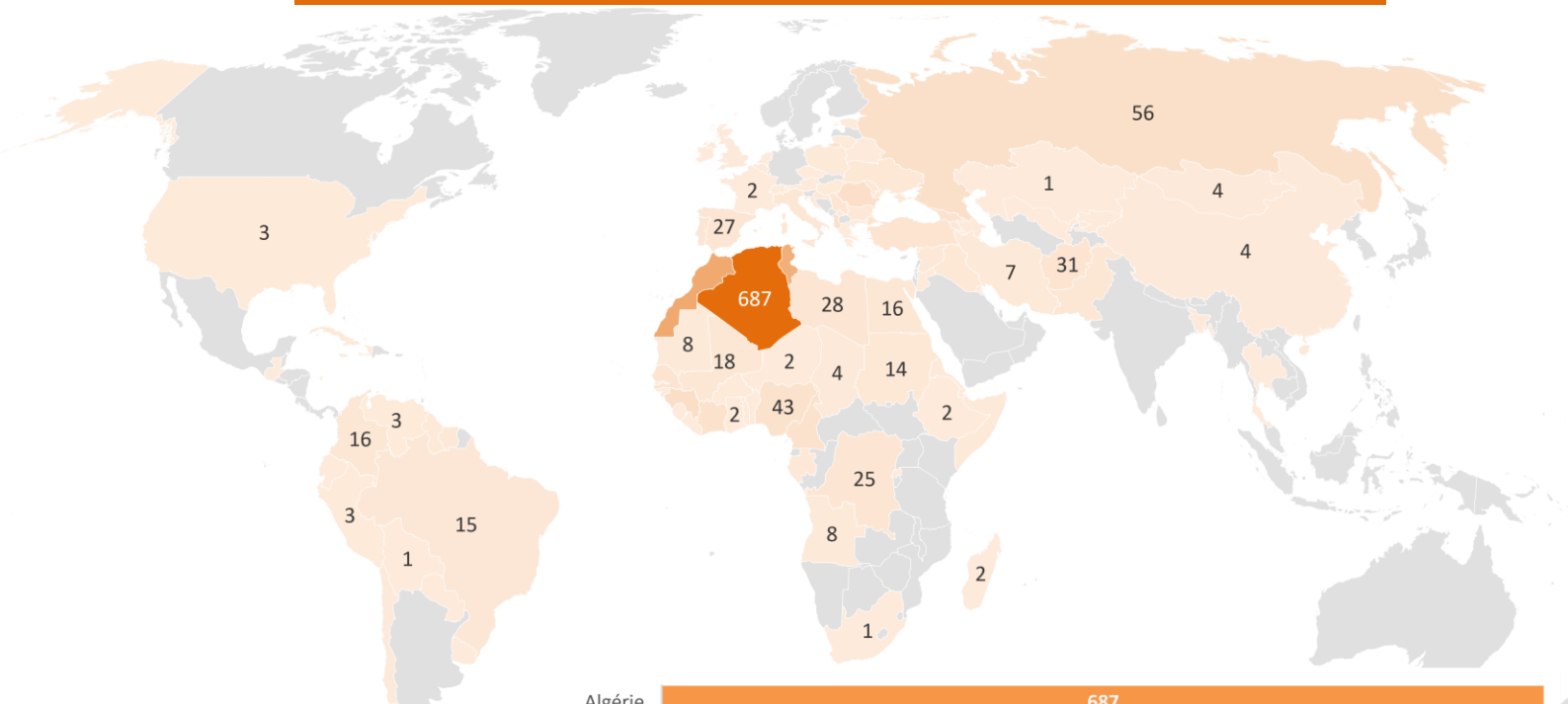


Situation familiale

	2021		2022		2023		2024	
Situation parentale								
Pas d'enfant mineur·e en France	1343	59,4%	1892	62,7%	1260	52,6%	1367	80,9%
Au moins un·e enfant mineur·e en France	658	29,1%	745	24,7%	744	31,1%	323	19,1%
Non renseigné	259	11,5%	380	12,6%	392	16,4%	1008	37,4%
Situation médicale								
Pas de maladie connue	1704	75,4%	2224	73,7%	1611	67,2%	1830	84,8%
Etat de santé nécessitant une prise en charge	261	11,5%	344	11,4%	325	13,6%	328	15,2%
Non renseigné	295	13,1%	449	14,9%	460	19,5%	540	20%
Situation maritale								
Célibataire (dont concubinage, divorcé·e et veuf/veuve)	1443	63,8%	2034	67,4%	1627	67,9%	1477	55,7%
Marié·e	466	20,6%	524	17,4%	387	16,2%	415	21,4%
Pacsé·e	55	2,4%	77	2,6%	36	1,5%	45	2,3%
Non renseigné	296	13,1%	382	12,7%	346	14,4%	761	28,2%
Situation familiale								
Aucune famille en France	953	42,2%	1652	54,8%	1038	43,3%	1327	61,5%
Au moins un·e membre de famille présent en France	661	29,2%	820	27,2%	807	33,7%	831	38,5%
Non renseigné	646	28,6%	545	18,1%	551	23%	540	20%

1- Actions menées derrière les murs

PERSONNES RENCONTREES : NATIONALITES



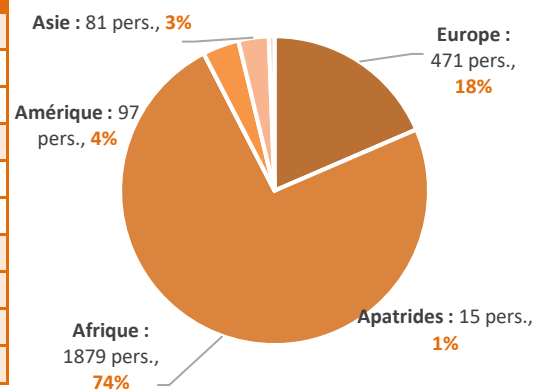
Les chiffres clés

Des personnes de **108 pays** ont été rencontrées, dont plusieurs dizaines de pays à risques (Syrie, Ukraine, Afghanistan...)

Algérie	687
Maroc	349
Tunisie	319
Guinée	68
Roumanie	61
Russie	56
Albanie	53
Cote d'Ivoire	45
Cameroun	43
Nigéria	43
Géorgie	42
Turquie	33
Sénégal	32
Afghanistan	31
Libye	28

Continent d'origine

	Nbe	%	Variation 2023
Europe	471	18,5%	15,7%
Union Européenne	182	7,2%	41,2%
Conseil de l'Europe	289	11,4%	-0,3%
Afrique	1879	73,9%	7,7%
Maghreb	1355	53,3%	9,2%
Autres pays d'Afrique	524	20,6%	3,8%
Amériques	97	3,8%	20,6%
Asie et Océanie	81	3,2%	-75,3%
Apatrides	15	0,6%	20%
Non renseigné	155	6,1%	19,4%

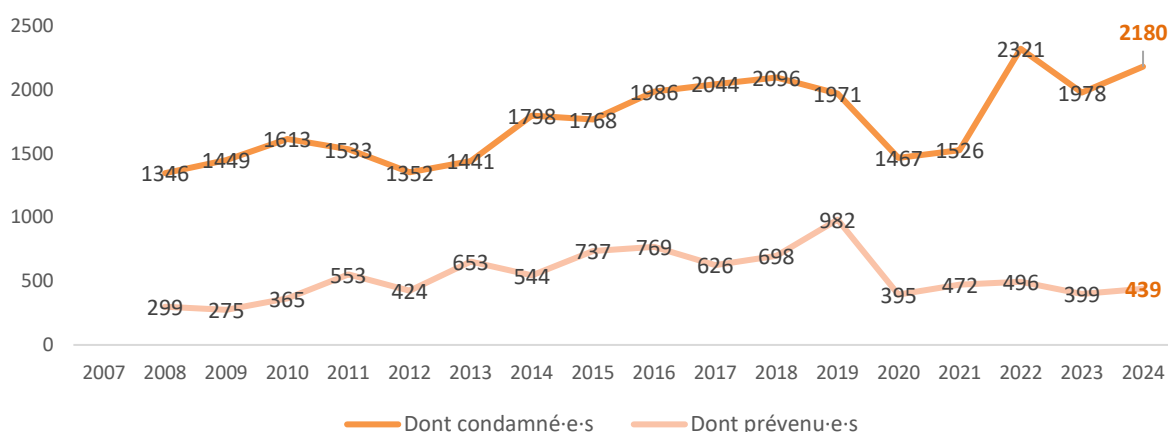


1- Actions menées derrière les murs

PERSONNES RENCONTREES : SITUATION PENALE

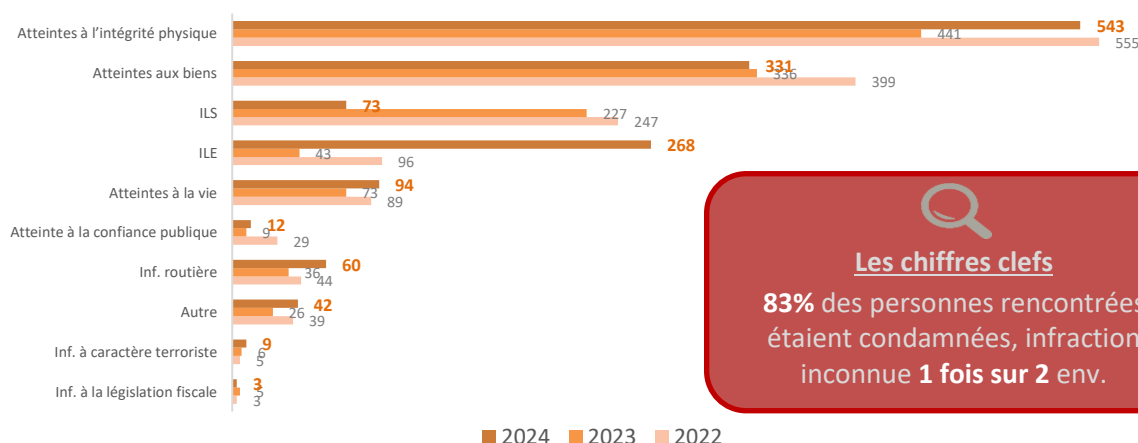
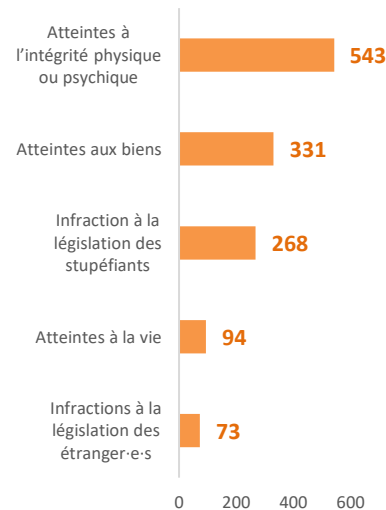
Catégorie pénale

	2024		2023		2022		2021	
Condamné·e	2180	83,0%	1905	83,3%	2321	82,2%	1526	76,3%
Prévenu·e	403	2,6%	333	14,6%	472	16,7%	443	22,2%
Prévenu·e et condamné·e	36	15,3%	38	1,7%	24	0,9%	29	1,5%
Sous écrou extraditionnel	9	1,4%	10	0,4%	6	0,2%	2	0,1%
Non renseigné	70	0,3%	110	4,8%	194	6,4%	260	11,5%
Total	2698		2396		3017		2260	



Motifs d'infractions et évolutions

Atteintes à l'intégrité physique ou psychique	12	0,8%
Atteintes aux biens	543	37,8%
Infraction à la législation des stupéfiants	94	6,6%
Atteintes à la vie	331	23,1%
Infractions à la législation des étranger·e·s	42	2,9%
Infraction routière	9	0,6%
Autre	268	18,7%
Atteinte à la confiance publique	3	0,2%
Infraction à la législation fiscale	60	4,2%
Infraction à caractère terroriste	73	5,1%
Non renseigné	1263	46,8%



Les chiffres clefs

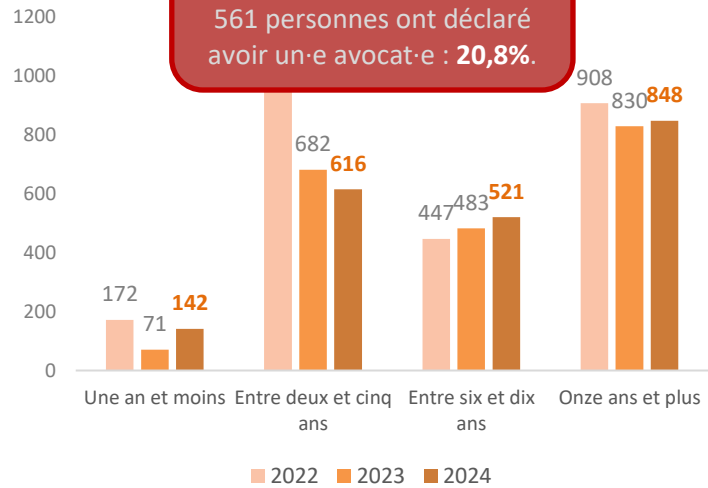
83% des personnes rencontrées étaient condamnées, infraction inconnue **1 fois sur 2** env.

1- Actions menées derrière les murs

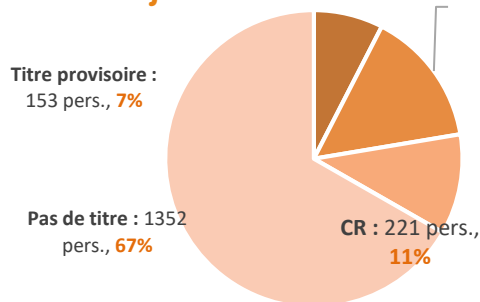
PERSONNES RENCONTREES : SITUATION ADMINISTRATIVE

Ancienneté du séjour à date de rencontre

< 2014	848	39,9%	24,5%
2014	68	2,8%	
2015	69	4,3%	
2016	89	5,1%	
2017	108	6,8%	
2018	149	5,5%	35,6%
2019	142	6,6%	
2020	152	6%	
2021	136	5,2%	
2022	122	5,5%	
2023	130	5,7%	
2024	71	6,7%	
Non renseigné	571	21,2%	

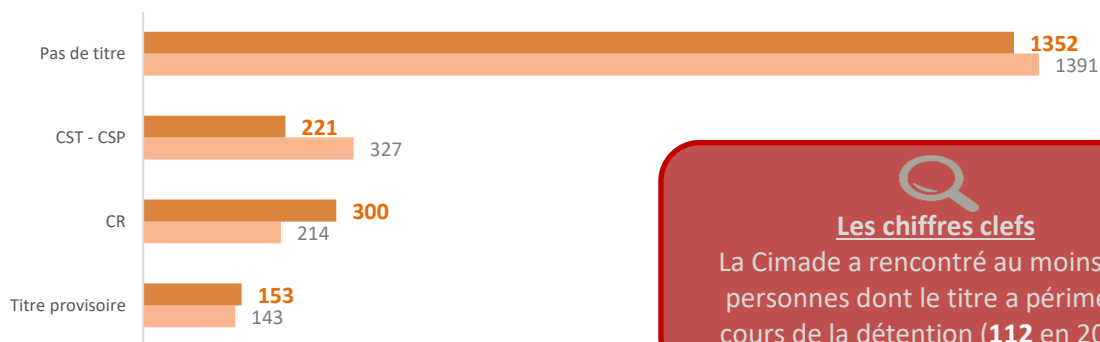


Droit au séjour et droit d'asile



CST/CSP : 300 pers., 15%

	2024	2023	2022
Visa / Titre prov.	153, 7,6%	143, 6,9%	179, 7,2%
CST / CSP	300, 14,8%	327, 10,3%	440, 17,7%
Carte de résident-e	221, 10,9%	214, 15,8%	224, 9,0%
Pas de titre	1352, 66,7%	1391, 67,0%	1642, 66,1%
Non renseigné	672, 24,9%	413, 16,6%	532, 17,6%
Total	2698	2488	3017



Les chiffres clés

La Cimade a rencontré au moins **347** personnes dont le titre a périmé au cours de la détention (**112** en 2023).

■ 2024 ■ 2023

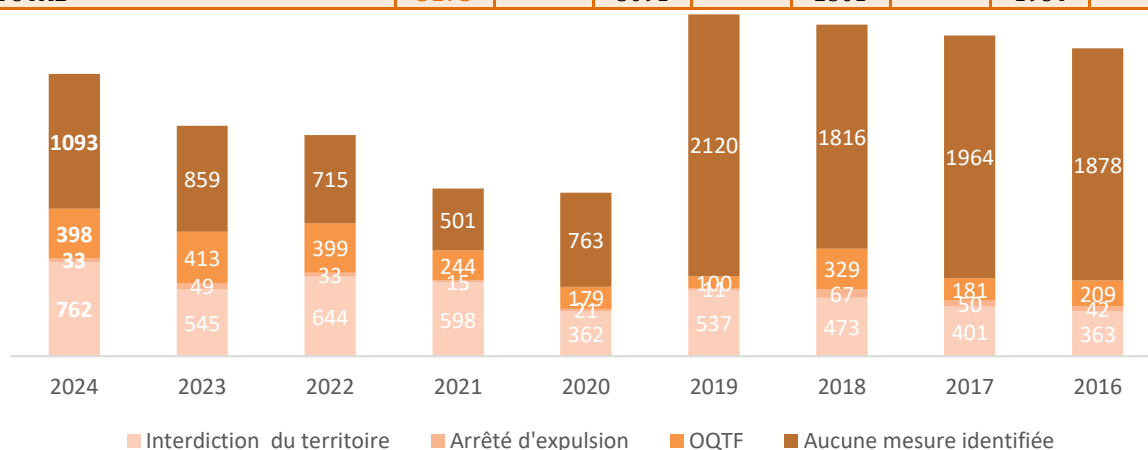
	2024	2023	2022
Asile	139, 7,8%	173, 10,1%	224, 12,2%
Dont protection subsidiaire	11, 0,6%	19, 1,1%	17, 0,9%
Dont réfugié-e	61, 3,4%	53, 3,1%	54, 2,9%
Dont demande en cours	67, 3,8%	101, 5,9%	153, 8,4%
Néant	1622, 91,0%	1535, 89,9%	1608, 87,8%
Perte de statut	21, 1,2%	-	-
Non renseigné	916, 34,0%	780, 31,4%	1185, 39,3%
TOTAL	2698	2488	3017

1- Actions menées derrière les murs

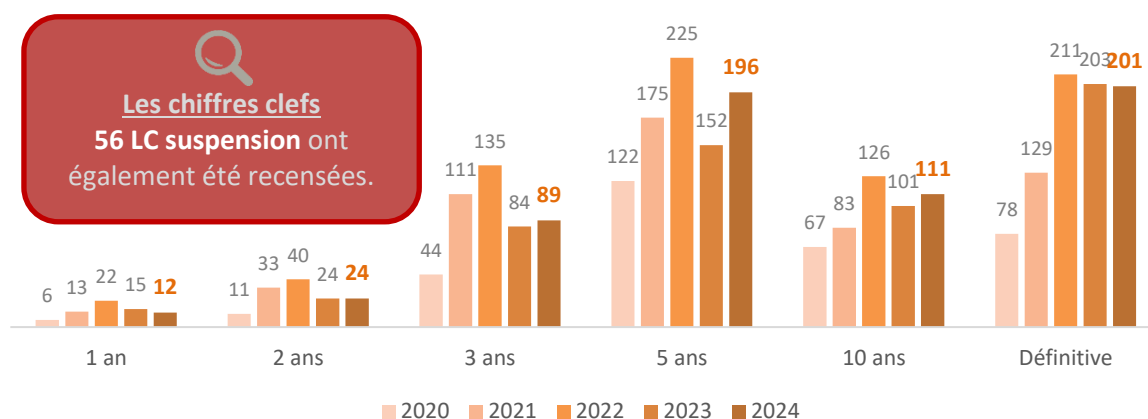
PERSONNES RENCONTREES : MESURES D'EXPULSION

Mesures d'expulsion à date de rencontre

	2024		2023		2022		2021	
Mesures administratives	431	15,6%	462	24%	432	23,2%	259	21,2%
Arrêtés d'expulsion	33	1,2%	49	2,5%	33	1,8%	15	1,27%
OQTF	398	14,4%	413	21,4%	399	21,4%	244	20,6%
> Contestées	142	5,2%	-	-	-	-	-	-
> Non-contestées	256	9,3%	-	-	-	-	-	-
Mesures judiciaires	833	31,6%	607	31,5%	718	34,5%	425	32,4%
Interdictions du territoire français	762	30,2%	644	34,5%	384	32,4%	178	15,3%
Libérations conditionnelles expulsion	71	2,7%	74	4,0%	41	3,5%	26	2,2%
Aucune mesure identifiée	1093	2,6%	715	38,3%	501	42,3%	763	65,4%
Total intermédiaire	2635	39,7%	1865		1185		1167	
Non renseigné	540	19,6%	1226	39,7%	1116	48,5%	817	41,2%
TOTAL	3175		3091		2301		1984	



Durée des interdictions du territoire



PERSONNES RENCONTREES : DESTIN AU 31 DECEMBRE 2024

Assigné-e à résidence	18	0,7%	DML, extradé-e, transféré-e	115	4,3%
Décédé-e en prison	0	0%	Placé-e en CRA	115	4,3%
Expulsé-e levée d'écrou	33	1,2%	Sorti-e aménagement de peine	45	1,7%
Libéré-e fin de peine	124	4,6%	Non rend. / encore en détention	2248	83,3%

1- Actions menées derrière les murs

DEMARCHES INTENTEES

	Année 2024		Année 2023		Année 2022	
Démarche intentée						
Asile	102	5,3%	99	7,3%	119	9,7%
Assignation à résidence	16	0,8%	13	1,0%	23	1,9%
Titre de séjour	395	20,5%	446	32,8%	447	36,5%
Aucune démarche	-	-	803	59,0%	635	51,9%
Non renseigné	768	39,2%	1035	52,9%	1793	91,6%
Total général	2698		2396		3017	
Requête et recours						
Recours contre un AE	15	2,5%	26	8,5%	12	3,4%
Recours contre une OQTF	83	13,9%	121	39,5%	165	46,5%
Recours lié à l'asile	34	5,7%	43	14,1%	48	13,5%
Requête contre une ITF	120	20,2%	116	37,9%	130	36,6%
Non renseigné	2103	77,9%	2090	87,2%	2662	88,2%
Total général	2698		2396		3017	
Aménagements des peines						
Demande de LCE	71	4,8%	61	4,1%	2	0,2%
Demande de LCS	56	3,7%	45	3,0%	74	6,5%
Pas de demande	1366	91,4%	1381	92,9%	1054	93,3%
Non renseigné	1204	44,6%	909	37,9%	1887	62,5%
Total général	2698		2396		3017	
Contacts avec les consulats						
Pas de contacts	1493	94,7%	1312	94,3%	1871	95,5%
Contacts	70	4,4%	79	5,7%	89	4,5%
Non renseigné	1122	41,6%	1005	41,9%	1057	35,0%
Total général	2698		2396		3017	
Contacts avec les proches						
Pas de contacts	1053	59,5%	919	60,7%	1514	72,7%
Contacts	703	39,7%	594	39,3%	569	27,3%
Non renseigné	928	34,4%	883	36,9%	934	31,0%
Total général	2698		2396		3017	
Interprète en détention						
Recours à un·e interprète	134	5,5%	67	3,4%	119	4,3%
Entretiens concernés	235	4,9%	128	3,2%	119	2,4%
Pas d'interprète	2121	94%	1892	96,6%	2674	95,7%
Non renseigné	442	16,4%	437	18,2%	224	7,4%
Total général	2698		2396		3017	

1- Actions menées derrière les murs

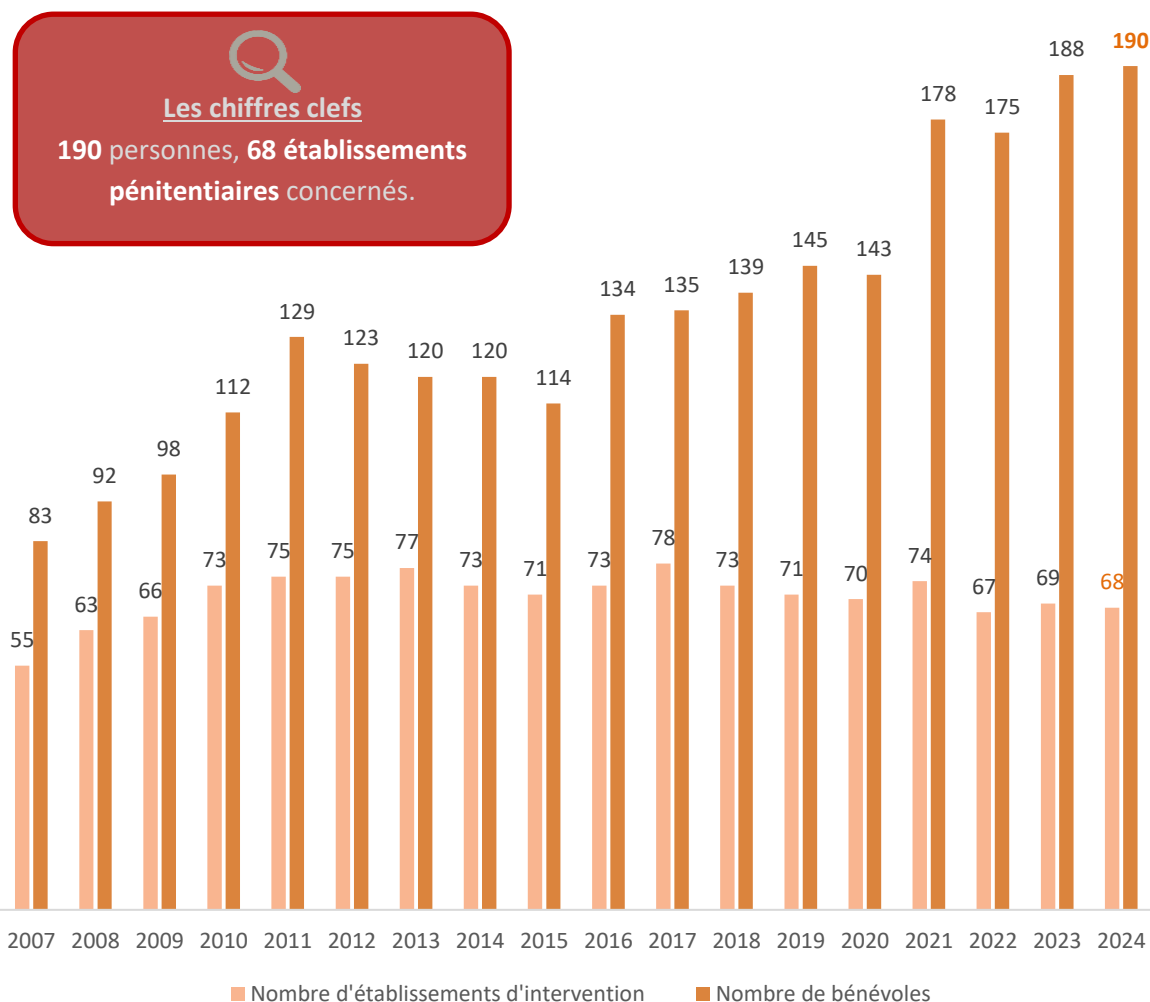
SYNTHESE

Prison	2024		2023		2022	
	Pers.	Ent.	Pers.	Ent.		
Aiton	30	40	26	35	30	35
Aix-Luynes	84	135	71	93	164	256
Alençon-Condé-sur-Sarthe	3	6	7	10		
Amiens	33	49	20	26	24	36
Argentan	82	257	73	204	77	216
Arles	2	2	15	20	6	8
Avignon-Le Pontet	164	329	134	282	132	259
Bayonne	4	4	8	9	19	19
Béziers	27	31	-	-	25	31
Bois-d'Arcy	124	166	146	206	65	71
Bordeaux-Gradignan	89	97	88	92	45	51
Bonneville	-	-				
Bourg-en-Bresse	34	34	23	25	11	11
Brest	30	32	6	6	-	-
Caen (MA)	39	87	28	56	-	-
Chambéry	13	18	12	16	-	-
Écrouves	-	-	-	-	9	10
Évreux	2	3	4	6	5	5
Fontenay-le-Comte	3	4	3	4	3	3
Fresnes	83	193	108	203	59	175
Grasse	154	278	-	-	189	354
Grenoble-Varces	24	37	19	27	33	34
Joux-la-Ville	43	45	40	46	-	-
Lannemezan	9	29	7	25	4	13
La Roche-sur-Yon	9	18	9	18	5	10
Le Havre	90	175	95	175	62	125
Le Mans-Les Croisettes	44	55	70	94	49	59
Lille-Sequedin	66	99	59	78	75	85
Lorient-Ploemeur	28	31	27	37	23	53
Lyon-Corbas	143	193	154	203	198	275
Marseille-Baumettes	73	171	135	354	110	284
Maubeuge	-	-	13	13	-	-
Mauzac	13	13	16	16	9	9
Mont-de-Marsan	-	-	36	38	44	48
Muret	3	3	6	6	10	10
Nancy-Maxéville	24	27	-	-	24	27
Nantes (CP)	3	3	6	10	20	31
Nantes-Carquefou	15	16	14	21	24	34
Neuvic-sur-l'Isle	71	39	66	75	64	53
Nice	252	716	-	-	301	585
Niort	1	1	-	-	82	104
Nîmes	32	92	-	-	-	-
Osny-Pontoise	-	-	50	71	53	84
Pau	12	14	21	22	11	13
Périgueux	4	4	4	4	3	3
Poissy	12	17	10	15	10	14
Poitiers-Vivonne	36	59	40	84	52	114
Privas	-	-	1	1	-	-
Puy-en-Velay	2	2	1	1	6	6
Riom	39	52	27	45	37	52
Roanne	24	41	30	60	32	61
Rouen-Bonne-Nouvelle	76	169	88	157	81	178
Saint-Étienne-la-Talaudière	44	82	43	82	54	82
Saint-Mihiel	5	5	-	-	11	12
Saint-Quentin-Fallavier	34	56	27	40	25	39
Strasbourg-Elsau	-	-	-	-	94	107
Tarascon	94	236	166	323	110	245
Tarbes	8	22	4	8	3	4
Toulon-La-Farlède	79	129	116	243	91	180
Toulouse-Seysses	70	70	34	34	33	33
Tours	45	87	37	73	39	60
Valence	31	46	27	36	30	40
Valenciennes	3	3	3	3	17	34
Vannes	-	-	-	-	-	
Versailles	19	43	8	18	7	11
Villefranche-sur-Saône	-	-	-	-	98	106
Villeneuve-lès-Maguelone	76	96	115	186	120	174
Total général	2 698	4 803	2 396	4 035	2 260	3 912

2- Structure de l'action en prison

SYNTHESE DE LA STRUCTURE PRISON

Evolution des effectifs bénévoles et des établissements d'intervention



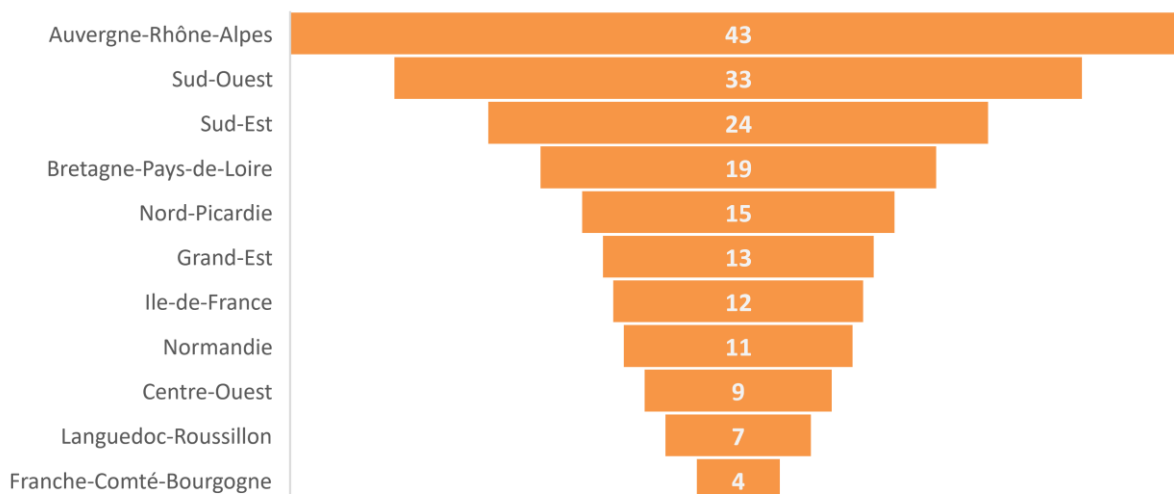
Evolution des établissements d'intervention 2023-2024

Fin d'activités	Nouvelles activités
MA Osny-Pontoise (Ile-de-France)	MA Niort (Centre-Ouest)
MA Perpignan (Languedoc-Roussillon)	CP Béziers (Languedoc-Roussillon)
MA Agen (Sud-Ouest)	

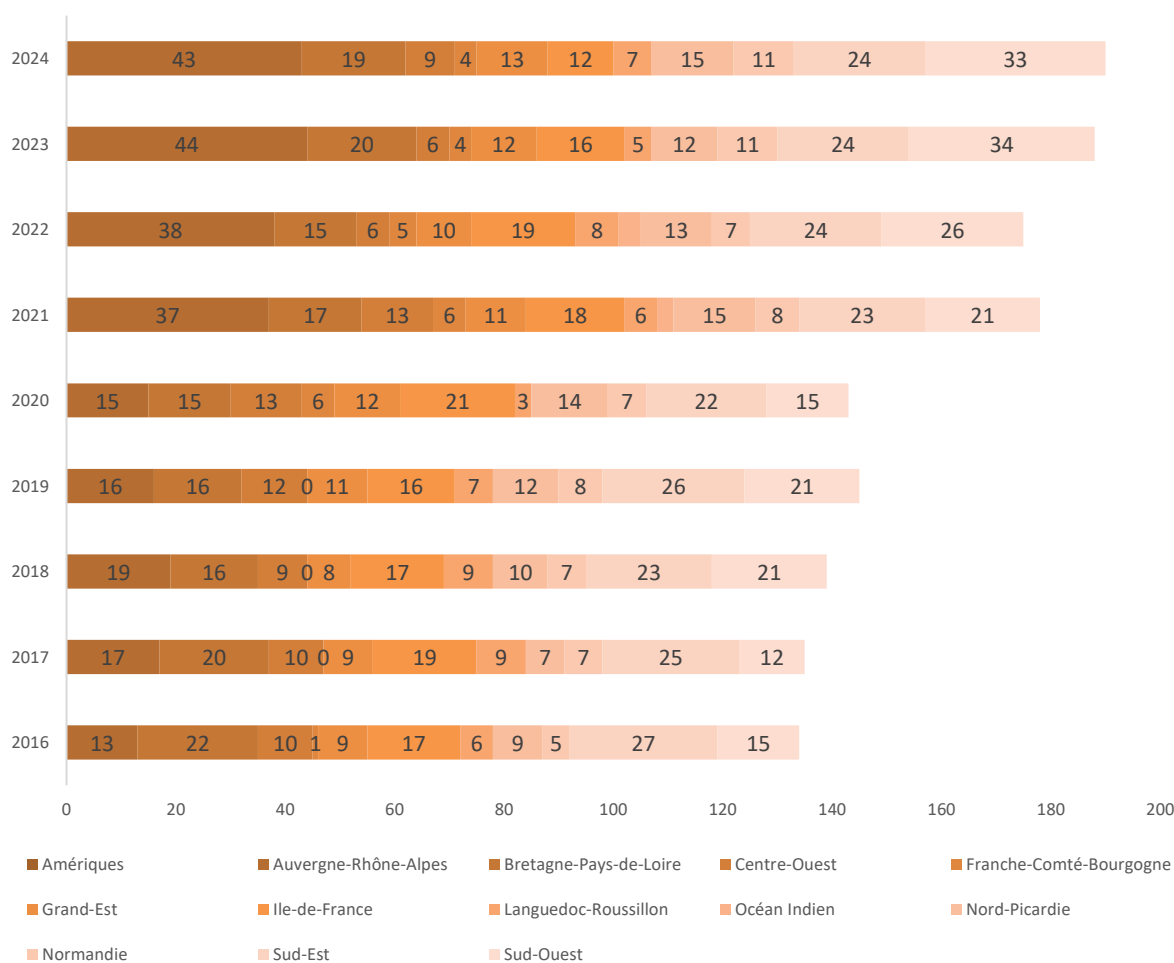
2- Structure de l'action en prison

EQUIPES BENEVOLES

Bénévoles intervenant en prison, par régions de La Cimade



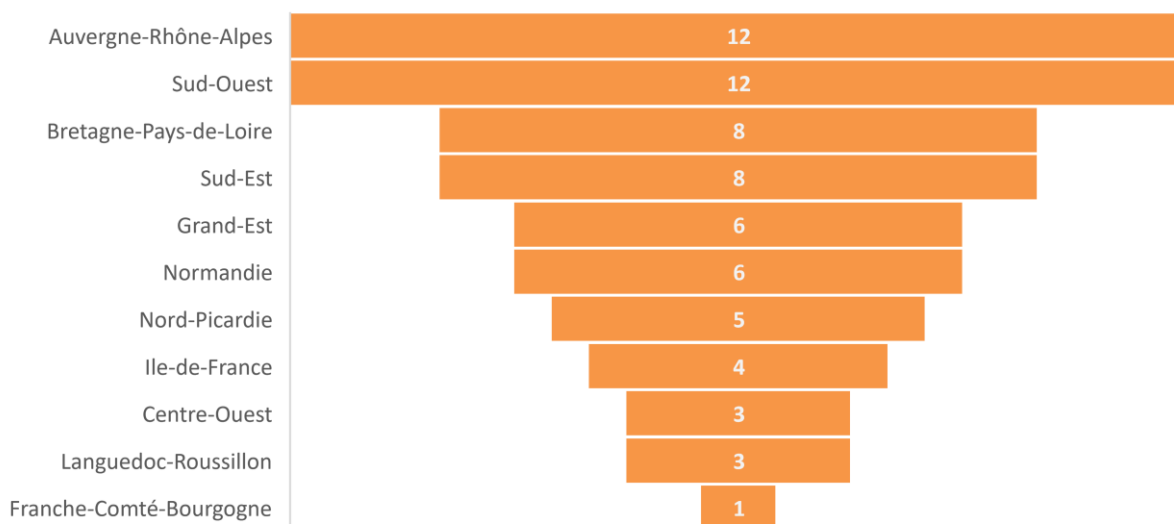
Evolution des bénévoles intervenant en prison, par régions de La Cimade



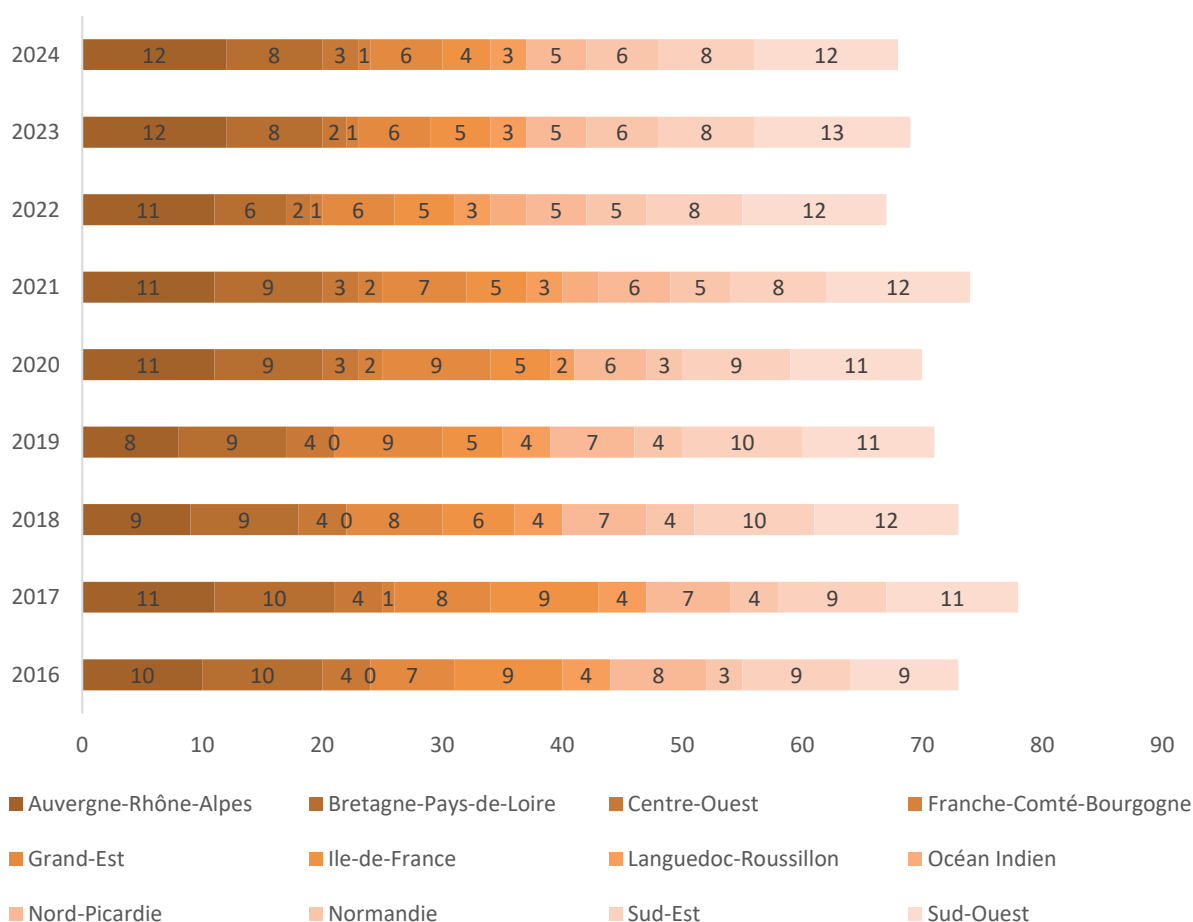
2- Structure de l'action en prison

ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES CONCERNES

Etablissements pénitentiaires concernés, par régions de La Cimade



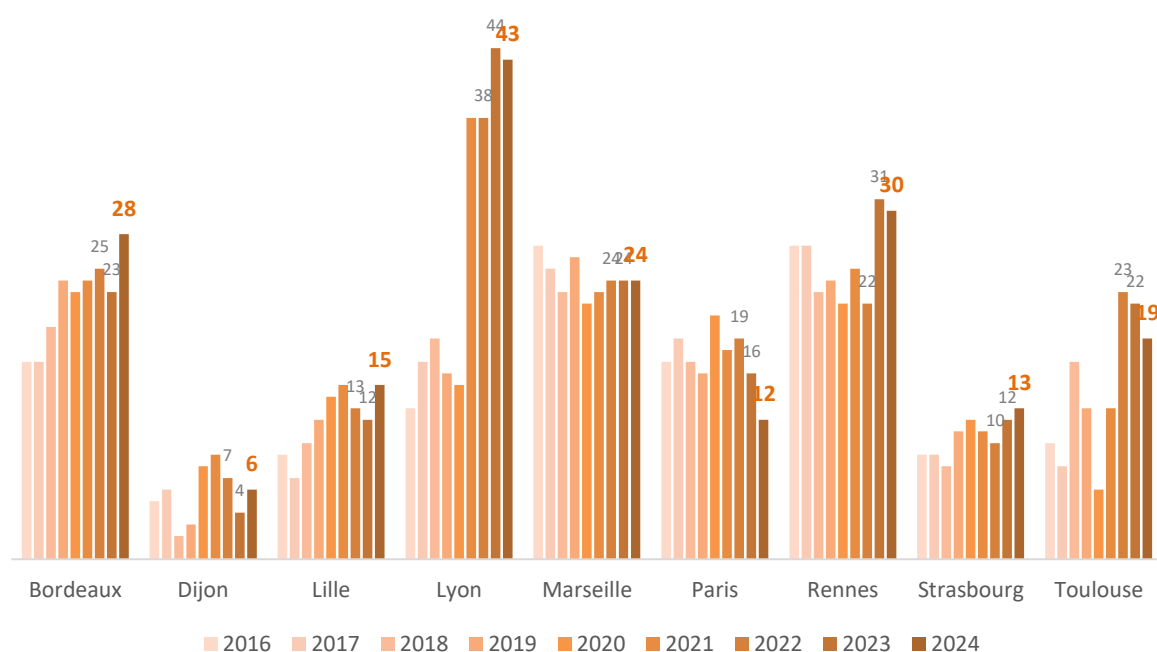
Evolution des établissements d'intervention, par régions de La Cimade



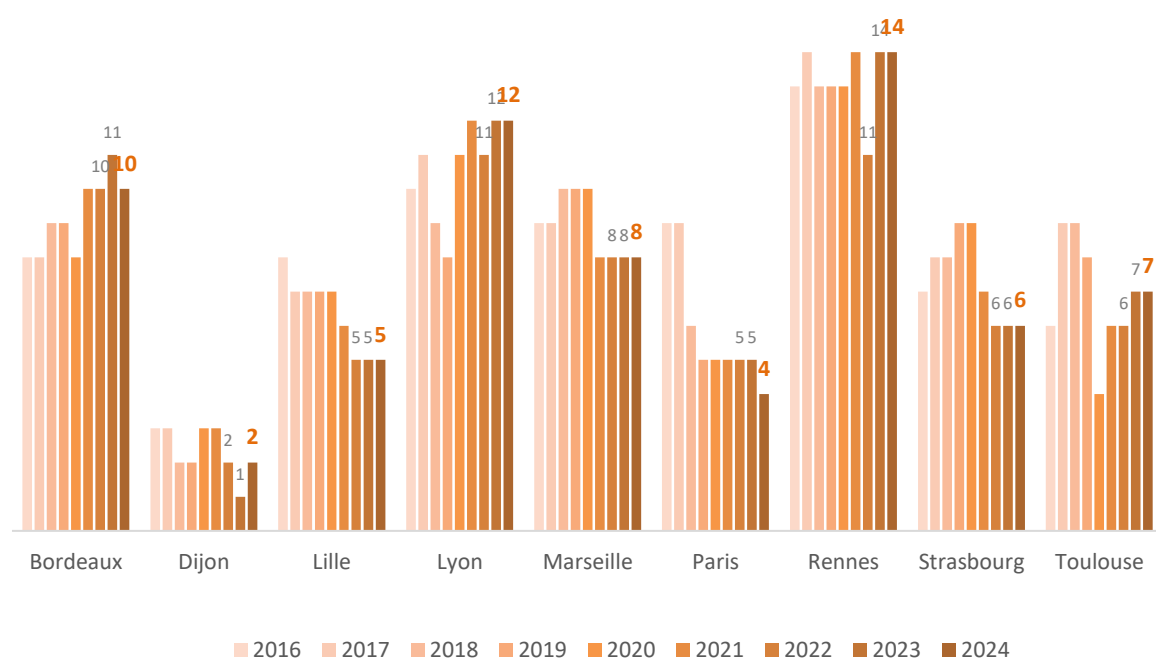
2- Structure de l'action en prison

DETAILS PAR DIRECTIONS INTERREGIONALES

Evolution des bénévoles intervenant en prison



Evolution des établissements d'intervention





JCHANCHE © CGLPL

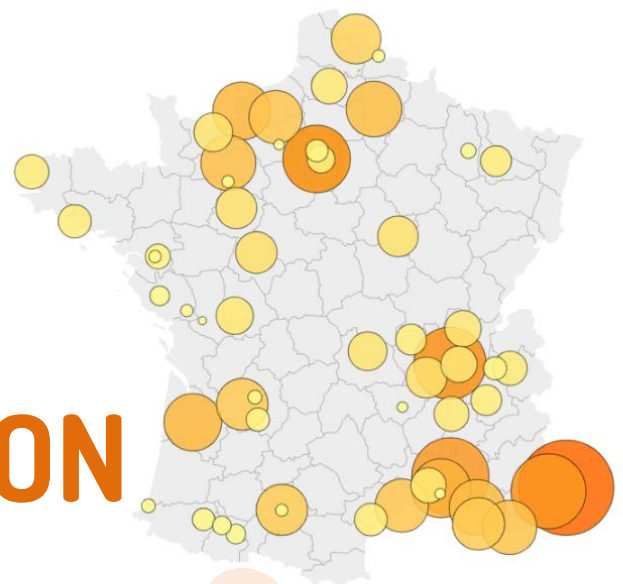
La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues
1 252

QUATRIEME PARTIE

LES PRISONS D'INTERVENTION



- Région Amériques
- Région Auvergne-Rhône-Alpes
- Région Bretagne-Pays-de-Loire
- Région Centre-Ouest
- Région Franche-Comté-Bourgogne
- Région Grand-Est
- Région Ile-de-France
- Région Languedoc-Roussillon
- Région Nord-Picardie
- Région Normandie
- Région Océan Indien
- Région Sud-Est
- Région Sud-Ouest

Source: La Cimade • Récupéré

Créé avec Datawrapper

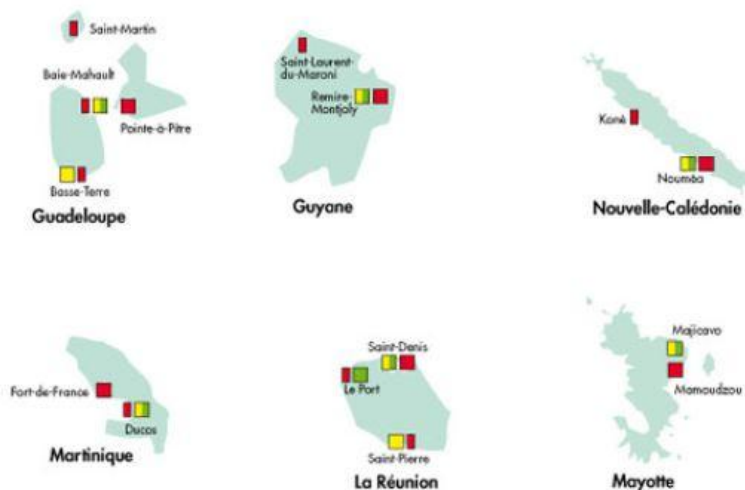
4.

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : **NR**
- Etablissements concernés : **NR**
- Nombre d'entretiens réalisés : **NR**
- Nombre de personnes rencontrées : **NR**

■ Etablissements d'intervention - AM

- Pas d'intervention en milieu carcéral à ce jour.



■ Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

■ Evolutions quantitatives de l'action

Pas d'intervention en milieu carcéral à ce jour, mais des interventions ponctuelles de sensibilisation en Guyane (3 en 2024), ainsi que des échanges ponctuels sur des situations individuelles avec les équipes salariées et bénévoles.



Région Auvergne-Rhône-Alpes

La région en un coup d'œil

➤ Nombre de bénévoles : 43

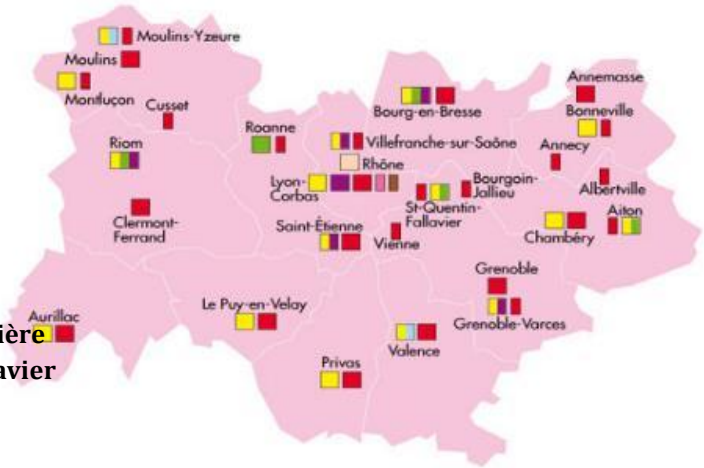
➤ Etablissements concernés : 12

➤ Nombre d'entretiens réalisés : 601*

➤ Nombre de personnes rencontrées : 418*

Etablissements d'intervention - AURA

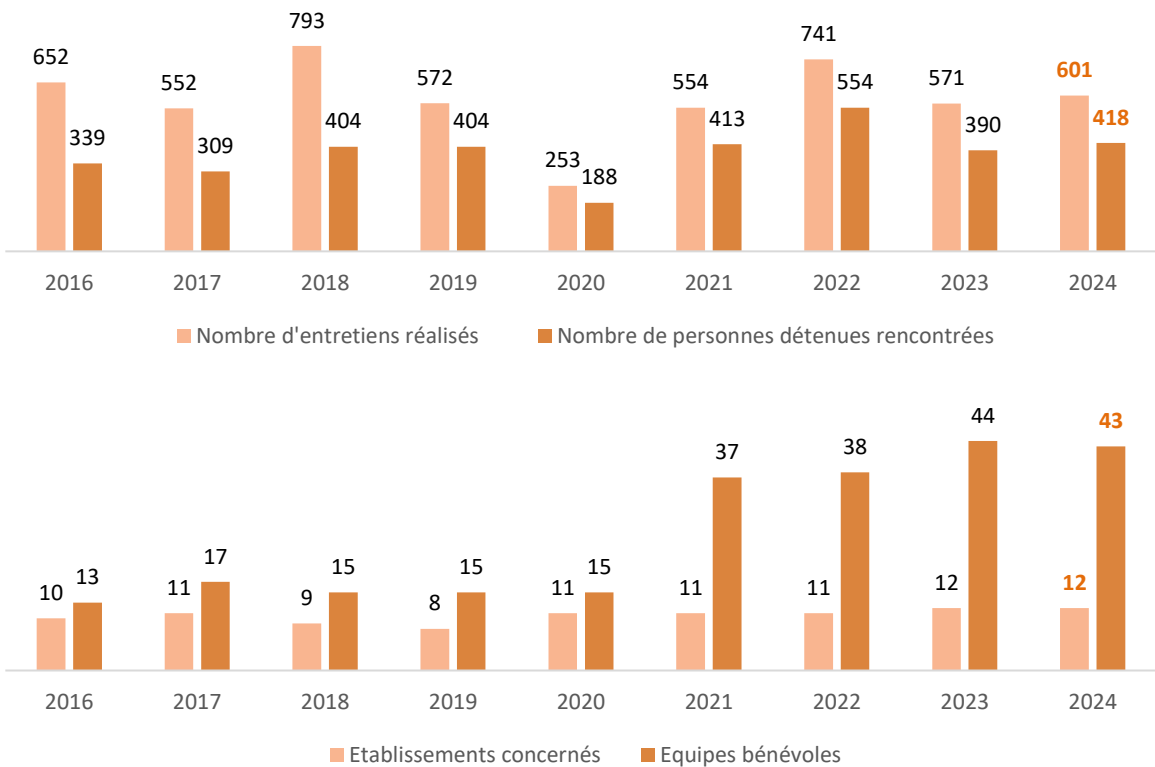
- Centre pénitentiaire d'Aiton
- Centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse
- Maison d'arrêt de Chambéry
- Maison d'arrêt de Grenoble-Varces
- Maison d'arrêt du Puy-en-Velay
- Maison d'arrêt de Lyon-Corbas
- Centre pénitentiaire de Riom
- Centre de détention de Roanne
- Maison d'arrêt de Saint-Etienne La Talaudière
- Centre pénitentiaire de Saint-Quentin-Fallavier
- Centre pénitentiaire de Valence
- Maison d'arrêt de Villefranche-sur-Saône



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités
Privas	

Evolutions quantitatives de l'action

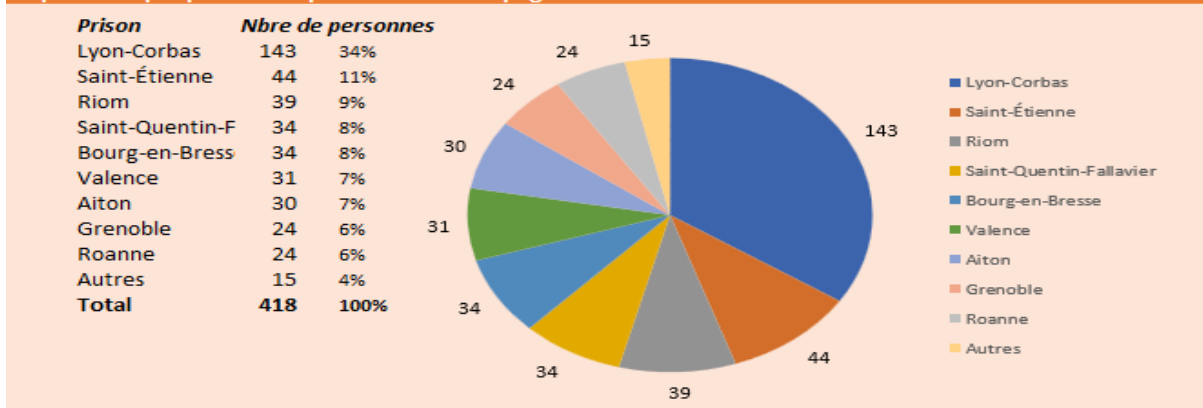


* : Données manquantes 2024 : Villefranche-sur-Saône

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



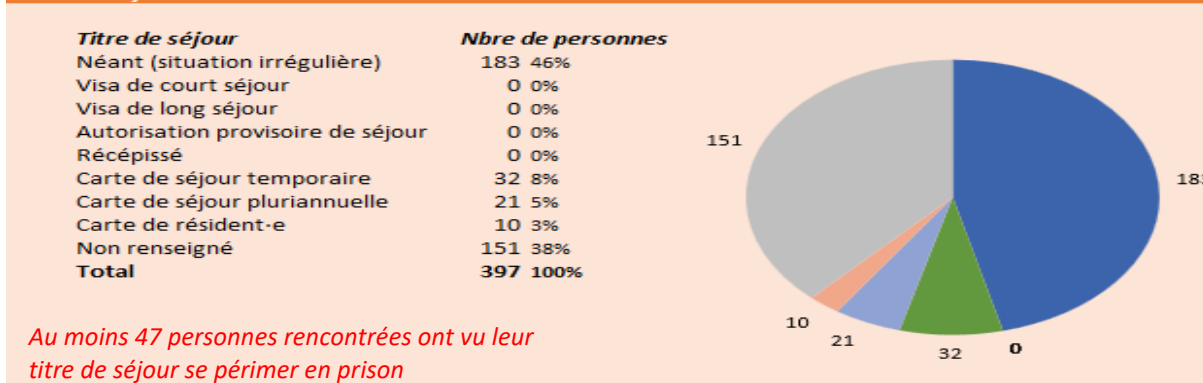
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	408	97,6%	Oui	124	29,7%
Femme	10	2,4%	Non	168	40,2%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	126	30,1%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	270	64,6%	Oui	72	18,5%
Marié-e	71	17%	Non	171	40,9%
Pacsé-e	2	0,5%	Non renseigné	145	34,7%
Non renseigné	75	17,9%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	301	72%	Sous écrou extraditionnel	1	0,2%
Prévenu-e	66	15,8%	Non renseigné	45	10,8%
Prévenu-e et condamné-e	5	1,2%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour



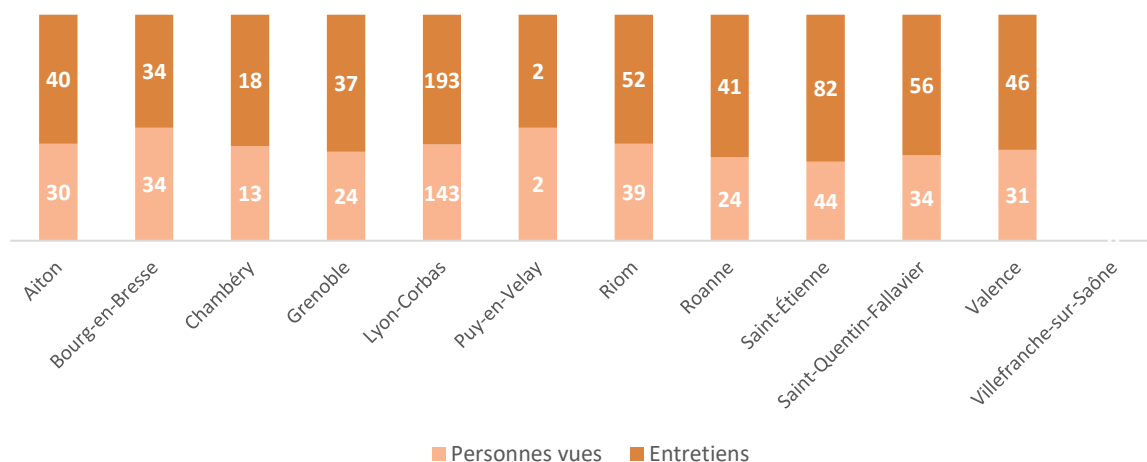
Au moins 47 personnes rencontrées ont vu leur titre de séjour se périmé en prison

Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	155	37,1%	Arrêté d'expulsion	7	1,7%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	13	3,1%	Interdiction de territoire	90	21,5%
Perte de statut	5	1,2%	OQTF	85	20,3%
Demande d'asile en cours	6	1,4%	Pas de mesure identifiée	198	47,4%
Non renseigné	226	54,1%	Non renseigné	38	9,1%

Région Auvergne-Rhône-Alpes

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	84 20%	150 25%
N Non	81 19%	118 20%
NR Non renseigné	253 61%	333 55%
Total	418 100%	601 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Recours contre une obligation de quitter le territoire français	10 2%	13 2%
Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.)	0 0%	0 0%
Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.))	5 1%	7 1%
Non renseigné	386 96%	559 97%
Total	401 100%	579 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Aiton	30	40	26	35	30	35
Bourg-en-Bresse	34	34	23	26	11	11
Chambéry	13	18	12	16	-	-
Grenoble-Varces	24	37	19	27	33	34
Le Puy-en-Velay	2	2	1	1	6	6
Lyon-Corbas	143	193	154	203	198	275
Privas	-	-	1	1	-	-
Riom	39	52	27	45	37	52
Roanne	24	41	30	60	32	61
Saint-Etienne-la-Talaudière	44	82	43	82	54	82
Saint-Quentin-Fallavier	34	56	27	40	25	39
Valence	31	46	27	36	30	40
Villefranche-sur-Saône	NR	NR	-	-	98	106

Région Bretagne Pays de Loire

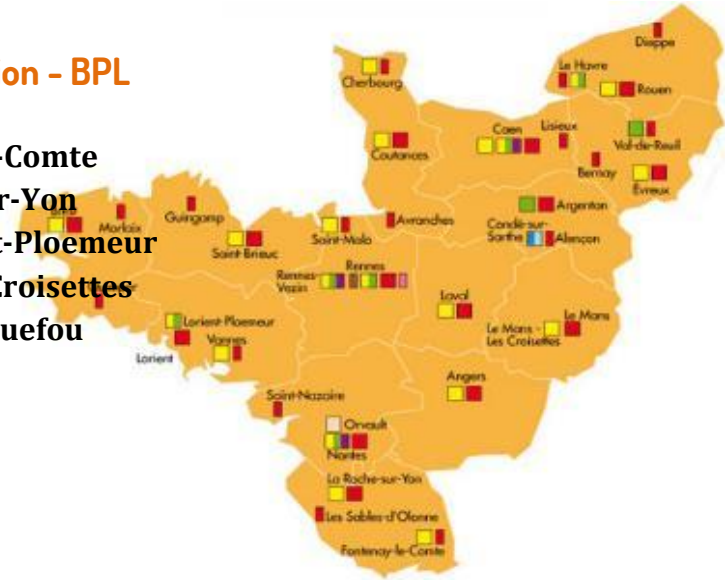
La région en un coup d'œil



- Nombre de bénévoles : 19
- Etablissements concernés : 8
- Nombre d'entretiens réalisés : 159*
- Nombre de personnes rencontrées : 132*

Etablissements d'intervention - BPL

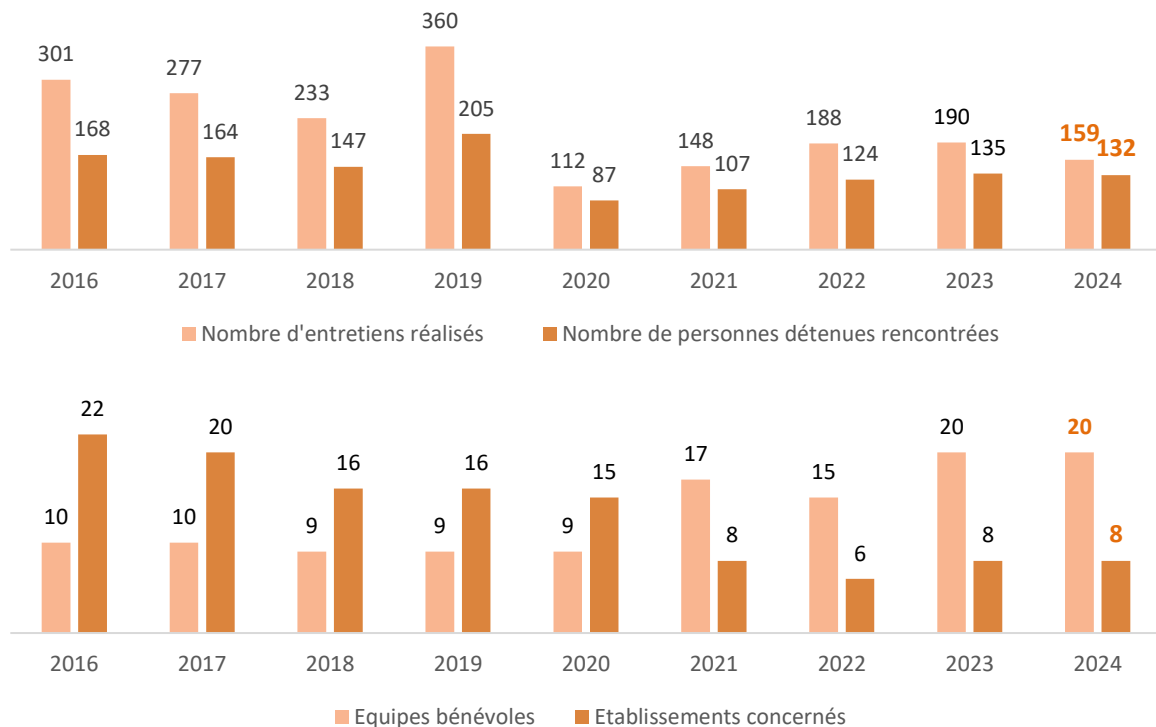
- Maison d'arrêt de **Brest**
- Maison d'arrêt de **Fontenay-le-Comte**
- Maison d'arrêt de **La Roche-sur-Yon**
- Centre pénitentiaire de **Lorient-Ploemeur**
- Maison d'arrêt du **Mans - Les Croisettes**
- Maison d'arrêt de **Nantes-Carquefou**
- Centre pénitentiaire de **Nantes**
- Maison d'arrêt de **Vannes**



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

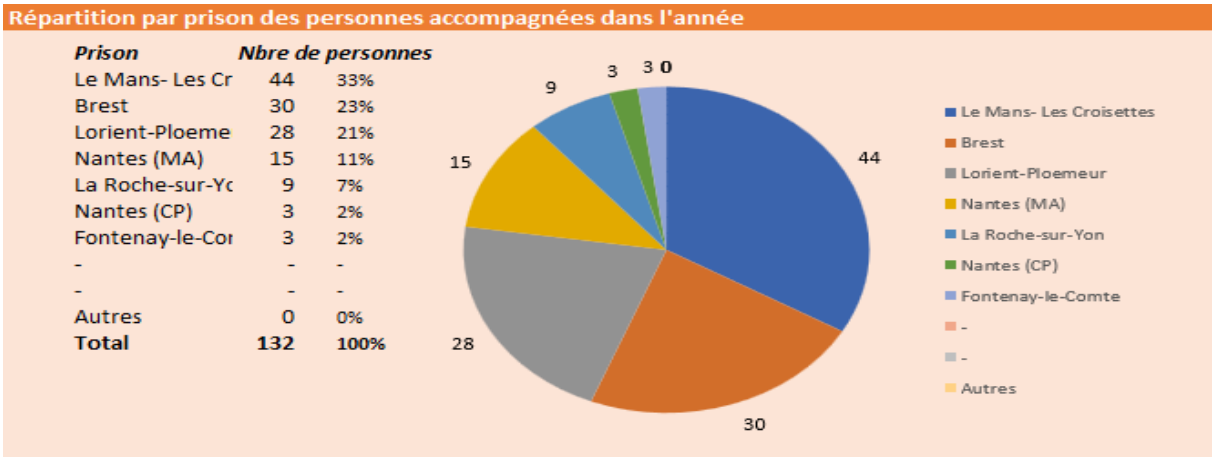
Evolutions quantitatives de l'action



* : Données manquantes : Vannes

Région Bretagne Pays de Loire

Profils des personnes rencontrées



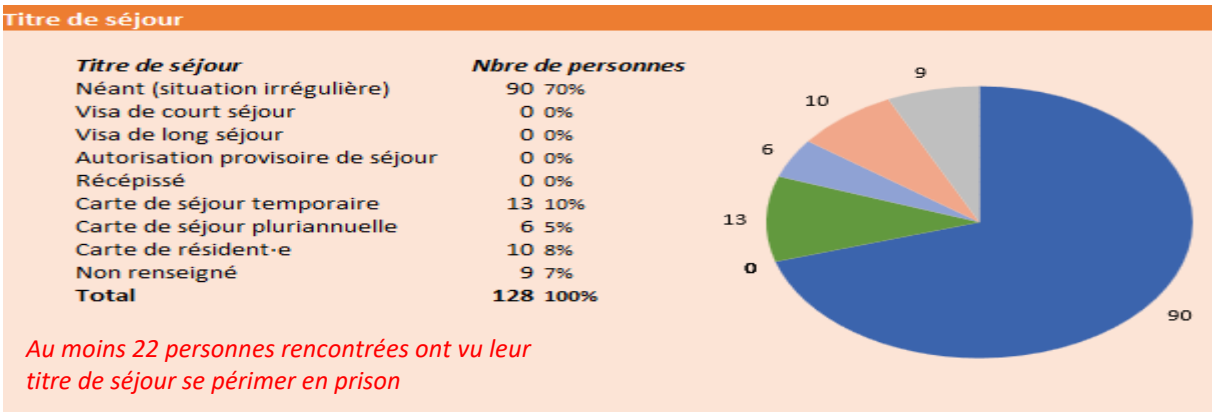
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	132	100%	Oui	65	49,2%
Femme	0	0%	Non	63	47,7%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	4	3%

Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	105	79,5%	Oui	56	42,4%
Marié-e	20	15,2%	Non	69	52,3%
Pacsé-e	4	3%	Non renseigné	7	5,3%
Non renseigné	3	2,3%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	97	73,5%	Sous écrou extraditionnel	0	0,0%
Prévenu-e	29	22%	Non renseigné	3	2,3%
Prévenu-e et condamné-e	3	2,3%			

Situation administrative des personnes rencontrées

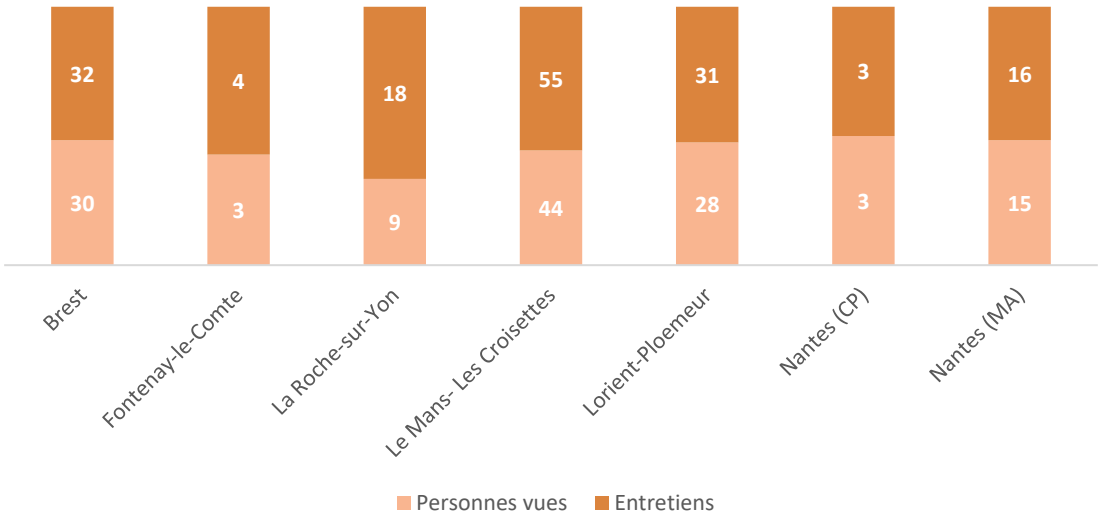


Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	57	43,2%	Arrêté d'expulsion	0	0%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	2	1,6%	Interdiction de territoire	20	15,1%
Perte de statut	3	2,3%	OQTF	31	23,5%
Demande d'asile en cours	1	0,8%	Pas de mesure identifiée	52	39,4%
Non renseigné	69	52,3%	Non renseigné	29	22%

Région Bretagne Pays de Loire

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Oui	17 13%	24 15%
Non	54 41%	67 42%
Non renseigné	61 46%	68 43%
Total	132 100%	159 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Recours contre une obligation de quitter le territoire français	14 11%	22 14%
Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.	0 0%	0 0%
Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement,	0 0%	0 0%
Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	5 4%	5 3%
Non renseigné	110 85%	129 83%
Total	129 100%	156 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Brest	30	32	6	6		
Fontenay-le-Comte	3	4	3	4	3	3
La Roche-sur-Yon	9	18	9	18	10	10
Le Mans Les Croisettes	44	55	70	94	59	59
Lorient-Ploemeur	28	31	27	37	53	53
Nantes (CP)	3	3	6	10	31	31
Nantes (MA)	15	16	14	21	32	32
Vannes	-	-	-	-	-	-



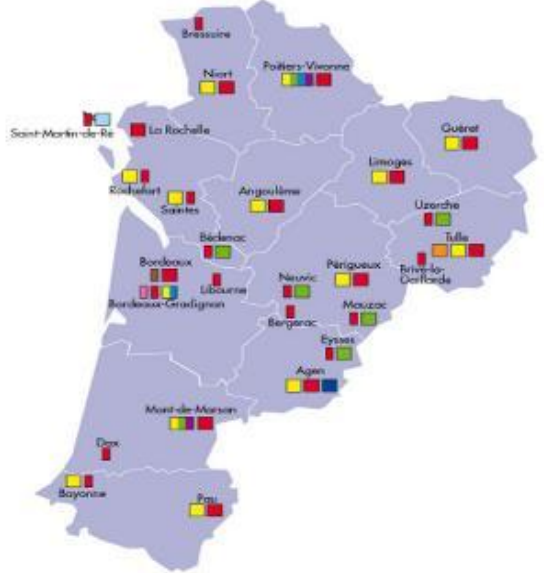
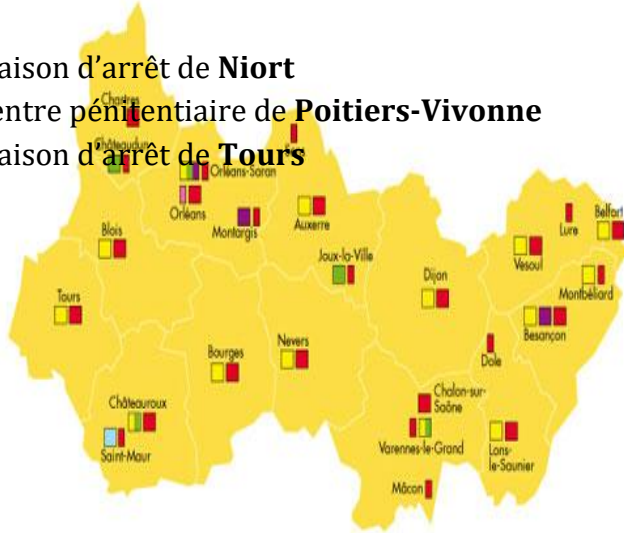
Région Centre-Ouest

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : 9
- Etablissements concernés : 3
- Nombre d'entretiens réalisés : 82
- Nombre de personnes détenues rencontrées : 147

Etablissements d'intervention - CO

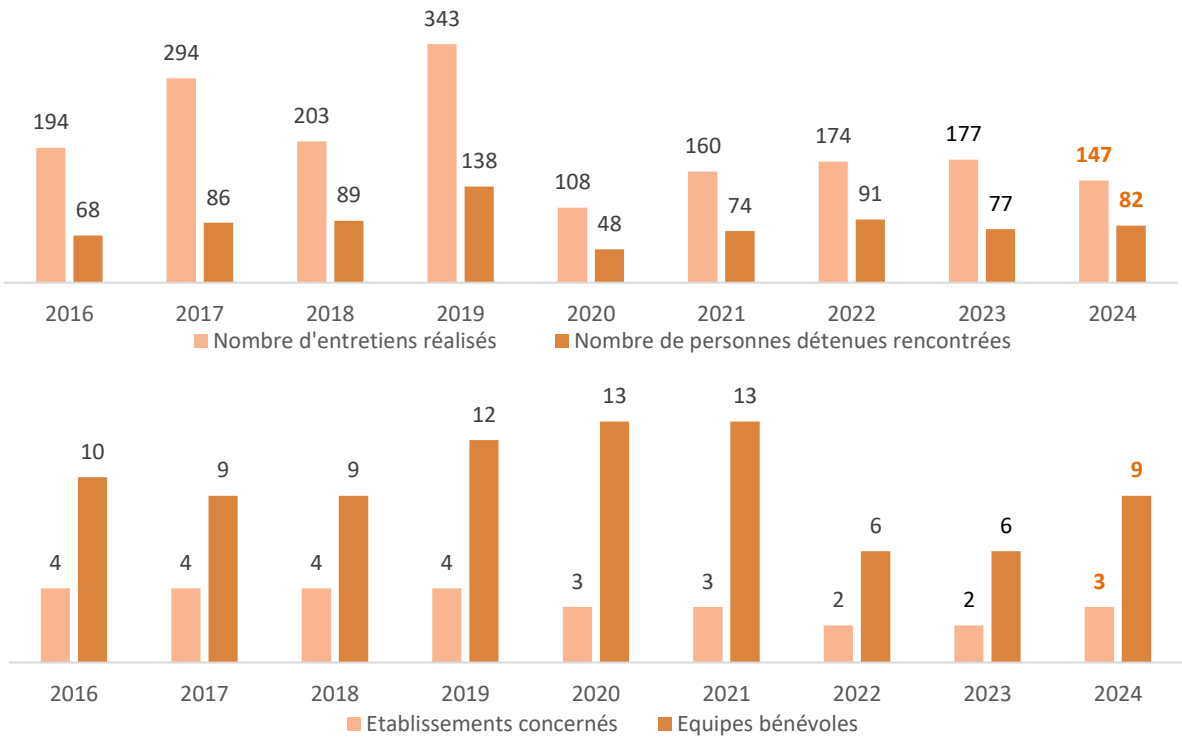
- Maison d'arrêt de Niort
- Centre pénitentiaire de Poitiers-Vivonne
- Maison d'arrêt de Tours



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités
	Niort

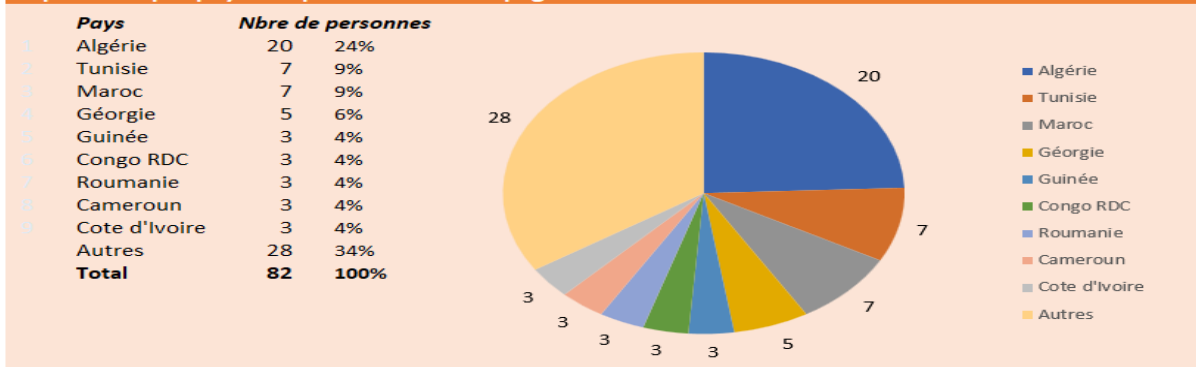
Evolutions quantitatives de l'action



Région Centre-Ouest

Etablissements d'intervention

Répartition par pays des personnes accompagnées dans l'année



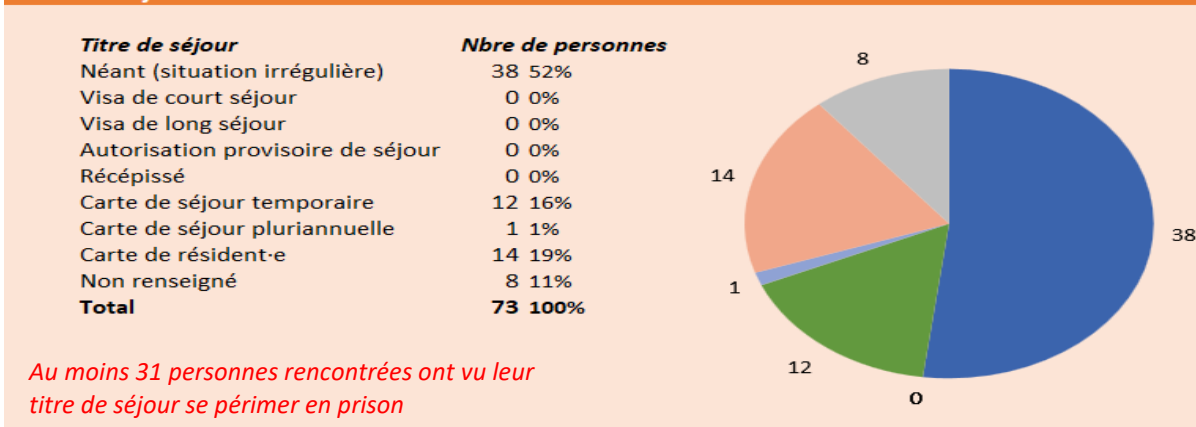
Sexe			Enfant mineur·e en France		
Homme	82	100%	Oui	39	47,6%
Femme	0	0%	Non	38	46,3%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	5	6,1%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	57	69,5%	Oui	45	54,9%
Marié·e	18	22%	Non	30	36,6%
Pacsé·e	0	0%	Non renseigné	7	8,5%
Non renseigné	7	8,5%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné·e	54	65,9%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu·e	21	25,6%	Non renseigné	4	4,9%
Prévenu·e et condamné·e	3	3,7%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

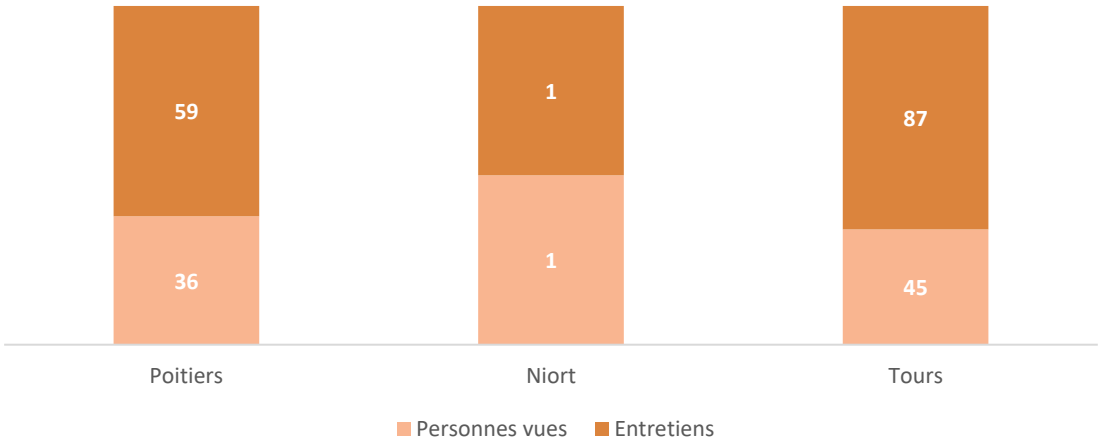


Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	21	25,6%	Arrêté d'expulsion	0	0%
Réfugié·e / Protection subsidiaire	4	4,9%	Interdiction de territoire	8	9,7%
Perte du statut	0	0%	OQTF	15	18,3%
Demande d'asile en cours	1	1,2%	Pas de mesure identifiée	10	12,2%
Non renseigné	56	68,3%	Non renseigné	49	59,8%

Région Centre-Ouest

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Oui	22 27%	45 31%
Non	51 62%	86 59%
Non renseigné	9 11%	16 11%
Total	82 100%	147 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	2 2%	5 3%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc	0 0%	0 0%
Non Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	3 4%	4 3%
Total	77 94%	138 94%
Total	82 100%	147 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Niort	1	1	-	-	-	-
Poitiers-Vivonne	36	59	40	84	52	114
Tours	45	87	37	73	39	60



Région Franche-Comté-Bourgogne

La région en un coup d'œil

➤ Nombre de bénévoles : 4

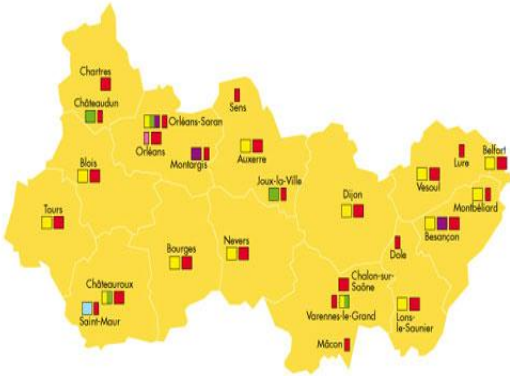
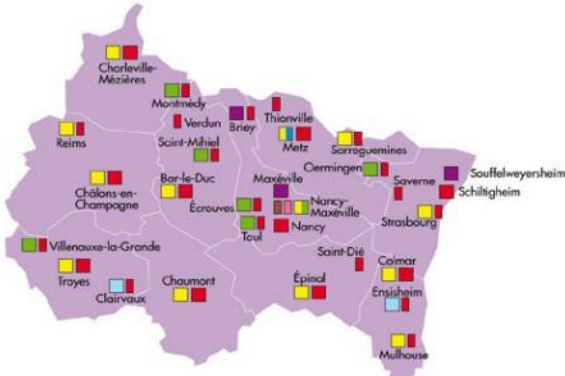
➤ Etablissements concernés : 1

➤ Nombre d'entretiens réalisés : 45

➤ Nombre de personnes rencontrées : 43

Etablissements d'intervention - FCB

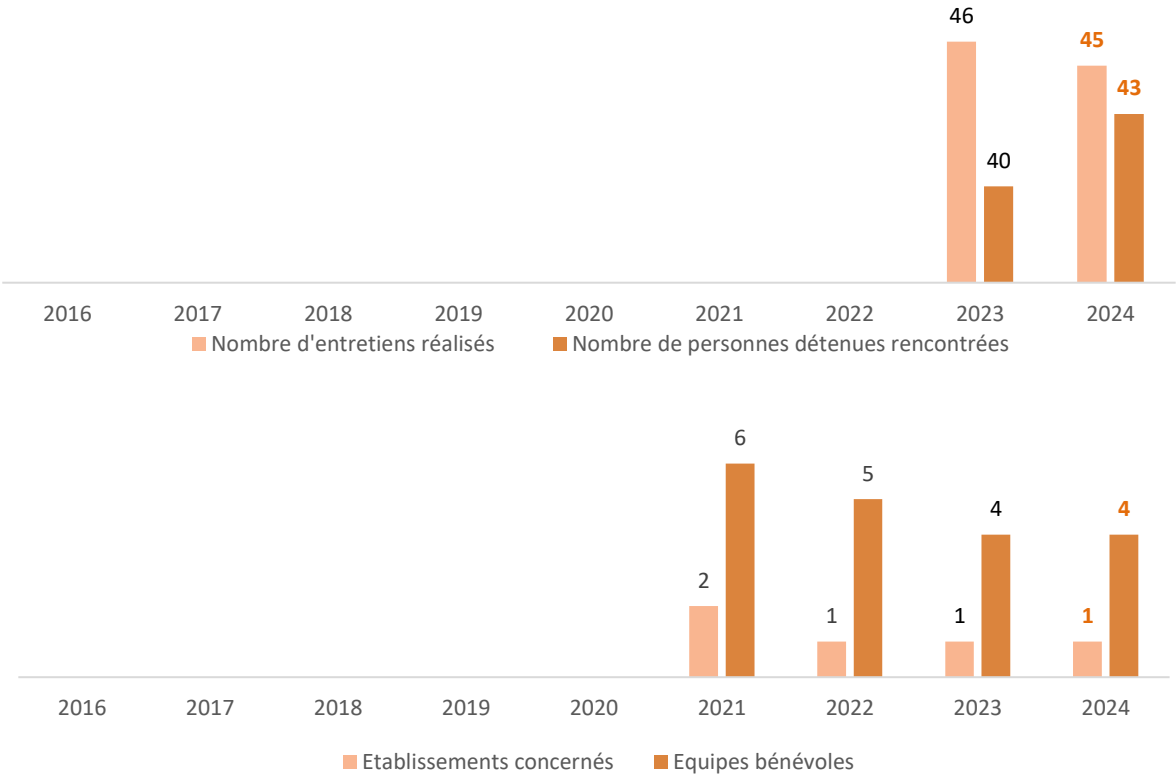
- Centre de détention de Joux-la-Ville



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

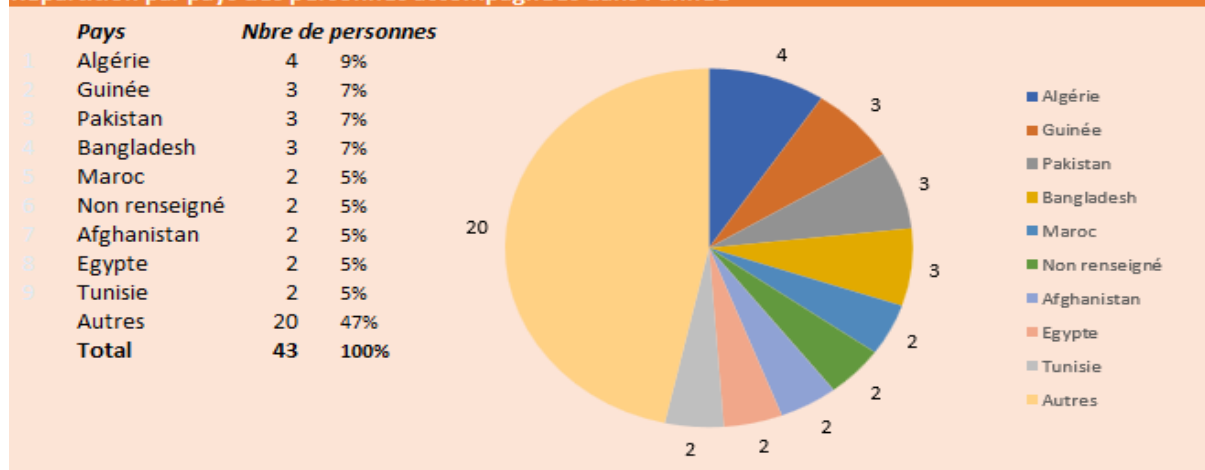
Evolutions quantitatives de l'action



Région Franche-Comté-Bourgogne

Profils des personnes rencontrées

Répartition par pays des personnes accompagnées dans l'année



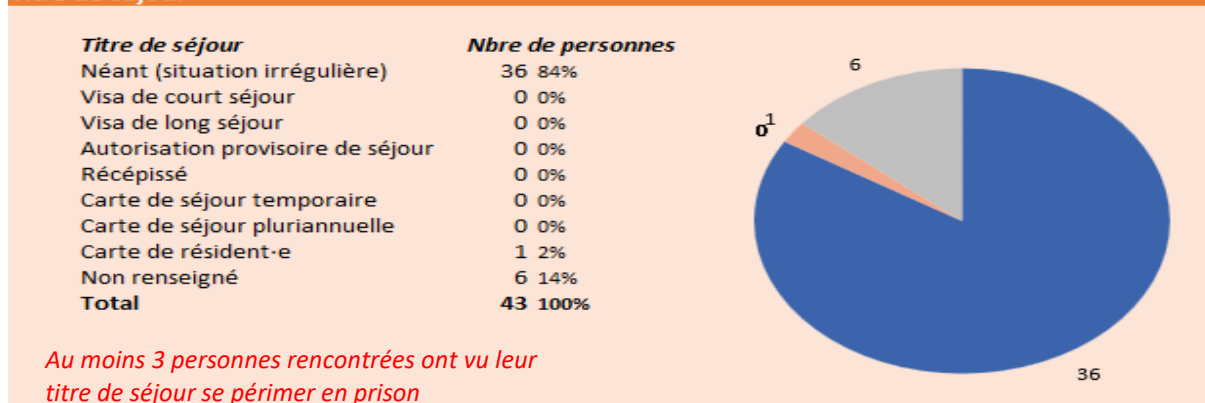
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	35	81,4%	Oui	4	9,8%
Femme	7	16,3%	Non	37	90,2%
Non renseigné	1	2,3%	Non renseigné	2	4,9%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	32	74,4%	Oui	4	9,3%
Marié-e	9	20,9%	Non	37	86%
Pacsé-e	0	0%	Non renseigné	2	4,7%
Non renseigné	2	4,7%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	43	100	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu-e	0	0%	Non renseigné	0	0%
Prévenu-e et condamné-e	0	0%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour



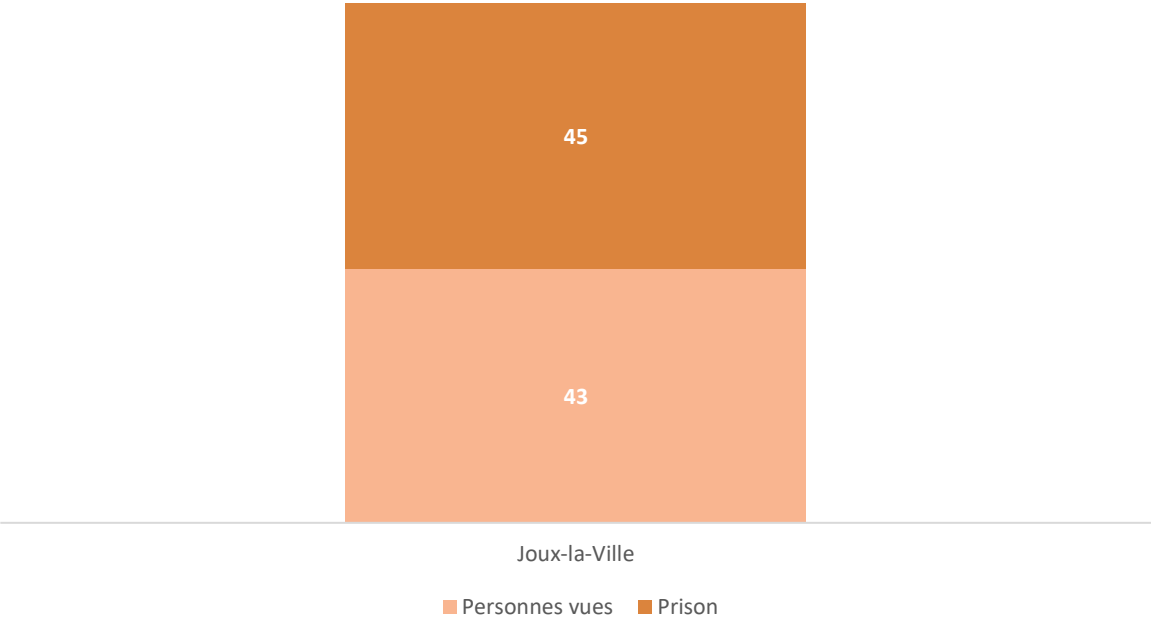
Au moins 3 personnes rencontrées ont vu leur titre de séjour se périmé en prison

Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	40	93%	Arrêté d'expulsion	1	2,3%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	0	0%	Interdiction de territoire	15	34,9%
Perte du statut	0	0%	OQTF	0	0%
Demande d'asile en cours	0	0%	Pas de mesure identifiée	4	9,3%
Non renseigné	3	7%	Non renseigné	23	53,5%

Région Franche-Comté-Bourgogne

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	12 28%	12 27%
N Non	31 72%	33 73%
Nc Non renseigné	0 0%	0 0%
Total	43 100%	45 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	0 0%	0 0%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.	0 0%	0 0%
Nc Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	29 100%	30 100%
Total	29 100%	30 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Joux-la-Ville	43	45	40	46	-	-



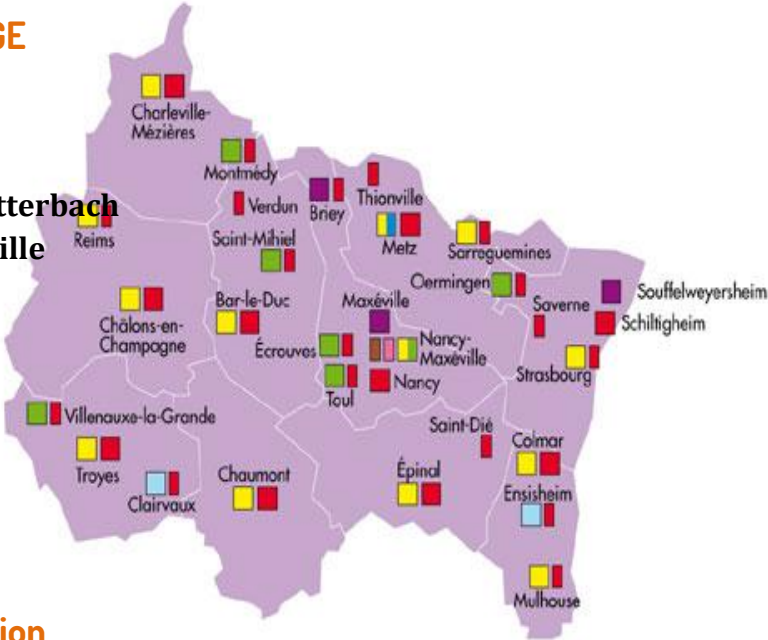
Région Grand-Est

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : **13**
- Etablissements concernés : **6**
- Nombre d'entretiens réalisés : **74***
- Nombre de personnes rencontrées : **71***

Etablissements d'intervention - GE

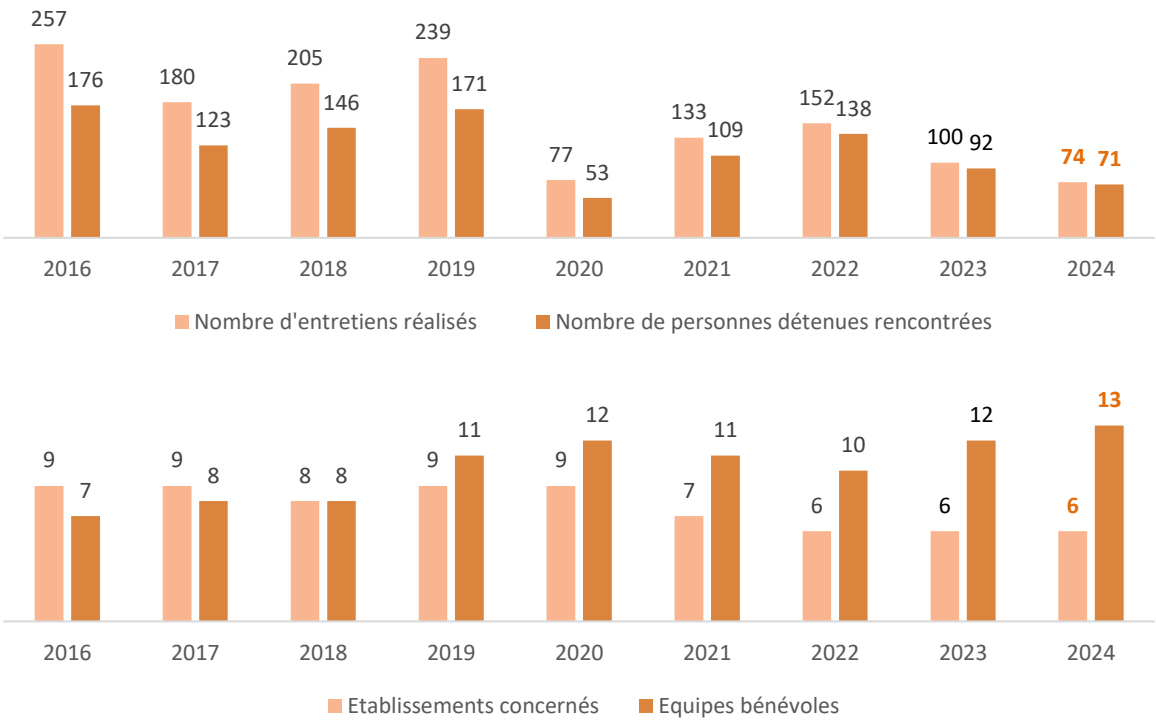
- Centre de détention d'**Ecrouves**
- Maison centrale d'**Ensisheim**
- Centre pénitentiaire de **Mulhouse-Lutterbach**
- Centre pénitentiaire de **Nancy-Maxéville**
- Maison d'arrêt de **Strasbourg**
- Centre de détention de **Saint-Mihiel**



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

Evolutions quantitatives de l'action

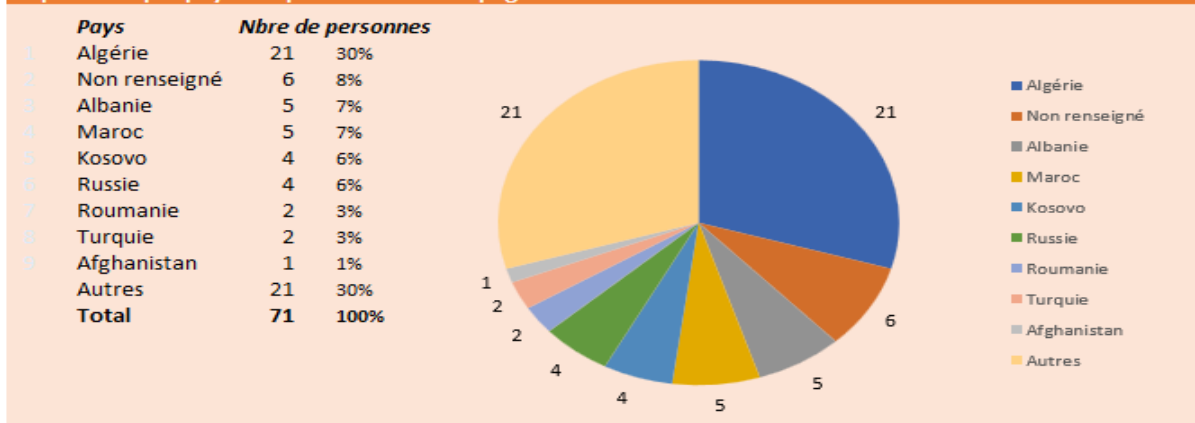


* : Données manquantes : Ensisheim, Strasbourg

Région Grand-Est

Profils des personnes rencontrées

Répartition par pays des personnes accompagnées dans l'année



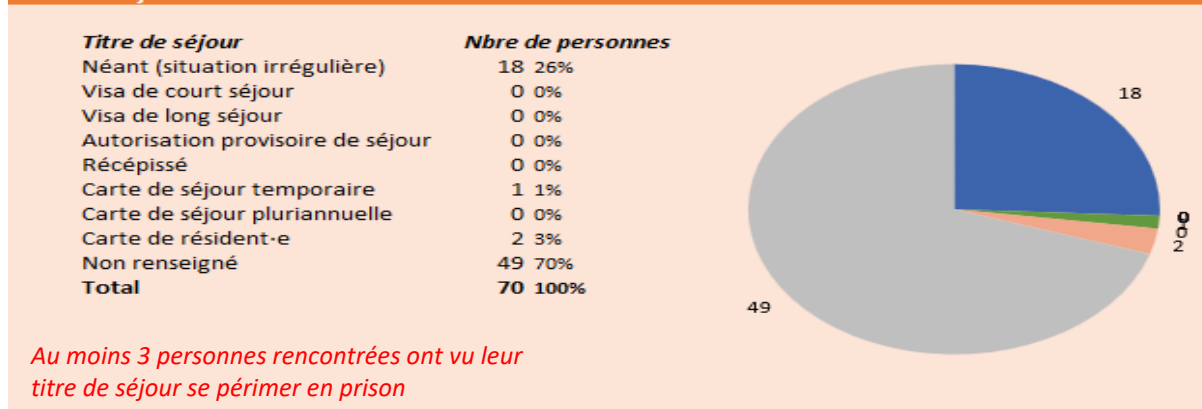
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	70	98,6%	Oui	11	15,5%
Femme	1	1,4%	Non	16	22,5%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	44	62%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	17	23,9%	Oui	15	21,1%
Marié-e	6	8,5%	Non	12	16,9%
Pacsé-e	2	2,8%	Non renseigné	44	62%
Non renseigné	46	64,8%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	49	69%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu-e	22	31%	Non renseigné	0	0%
Prévenu-e et condamné-e	0	0%			

Situation administrative des personnes rencontrées

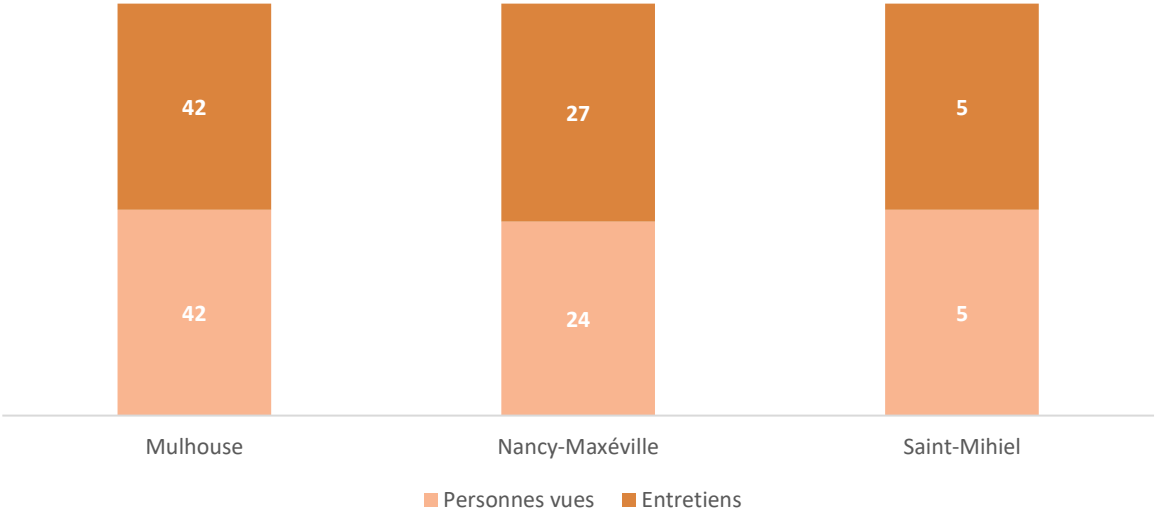
Titre de séjour



Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	65	91,5%	Arrêté d'expulsion	0	0%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	1	1,4%	Interdiction de territoire	8	11,3%
Perte du statut	2	2,8%	OQTF	16	22,6%
Demande d'asile en cours	3	4,2%	Pas de mesure identifiée	23	32,4%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	24	33,8%

Région Grand-Est

Actions menées



Demande de titre de séjour		
Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	7 10%	8 11%
N Non	26 37%	28 38%
Nc Non renseigné	38 54%	38 51%
Total	71 100%	74 100%

Recours / requête		
Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	0 0%	0 0%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.	0 0%	0 0%
Nc Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	2 3%	2 3%
Total	68 97%	71 97%
	70 100%	73 100%

Evolutions						
	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Écrouves	-	-	4	4	9	10
Ensisheim	-	-	-	-	-	-
Mulhouse-Lutterbach	42	42	35	38	-	-
Nancy-Maxéville	24	27	33	35	24	27
Saint-Mihiel	5	5	20	23	11	12
Strasbourg	-	-	-	-	94	103



Région Ile-de-France

La région en un coup d'œil



- Nombre de bénévoles : **12**
- Etablissements concernés : **4**
- Nombre d'entretiens réalisés : **238**
- Nombre de personnes détenues rencontrées : **419**

Etablissements d'intervention - IDF

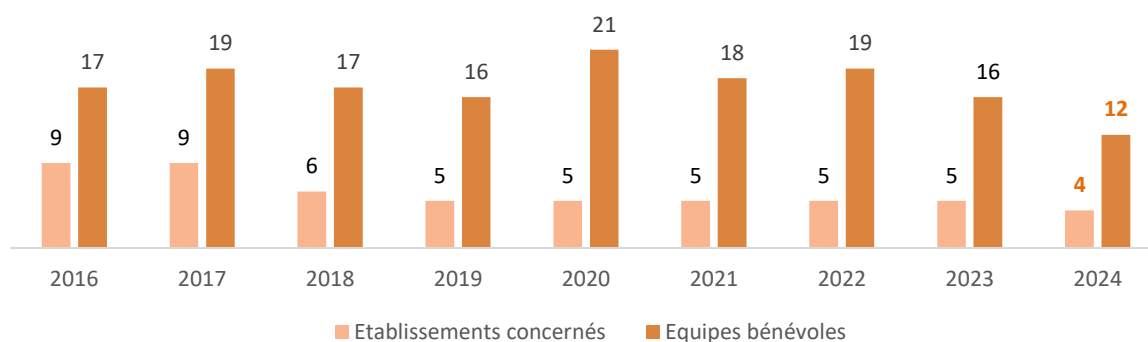
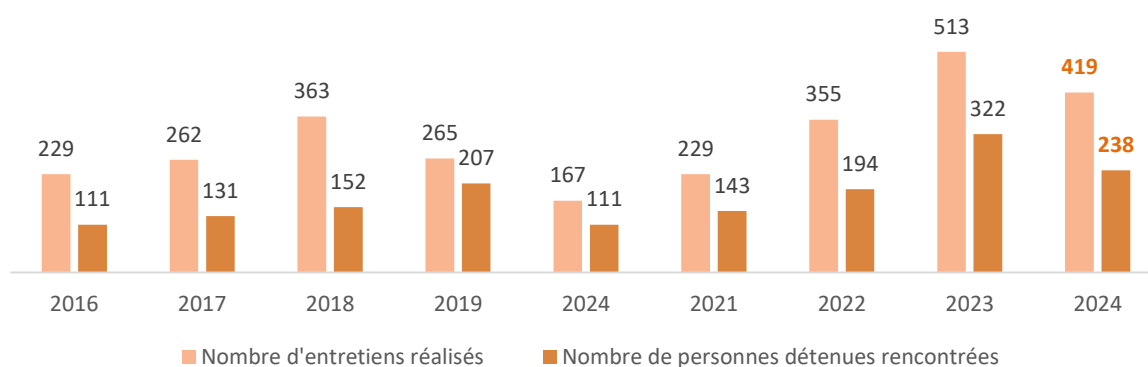
- Maison d'arrêt de **Bois d'Arcy**
- Centre pénitentiaire de **Fresnes**
- Maison centrale de **Poissy**
- Maison d'arrêt de **Versailles**



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités
• Maison d'arrêt d'Osny	

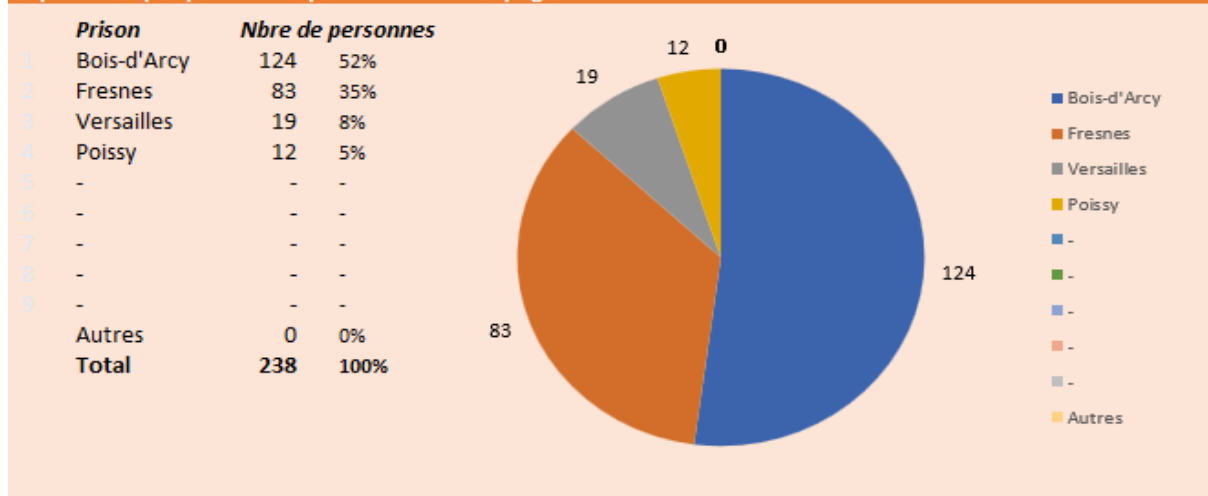
Evolutions quantitatives de l'action



Région Ile-de-France

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	218	91,6%	Oui	61	25,7%
Femme	20	8,4%	Non	176	74,3%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	1	0,4%

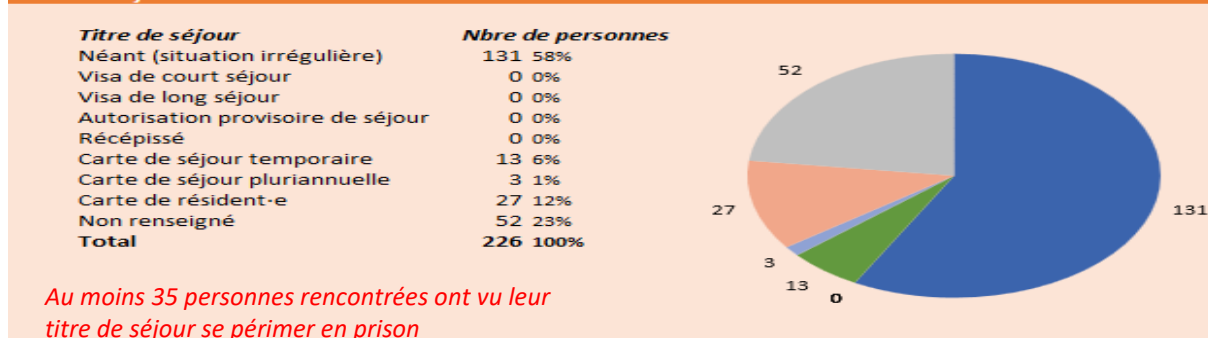
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	63	26,5%	Oui	40	16,8%
Marié-e	33	13,9%	Non	59	24,8%
Pacsé-e	0	0%	Non renseigné	139	58,4%
Non renseigné	142	59,7%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	188	79%	Sous écrou extraditionnel	7	2,9%
Prévenu-e	34	14,3%	Non renseigné	1	0,4%
Prévenu-e et condamné-e	8	3,4%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

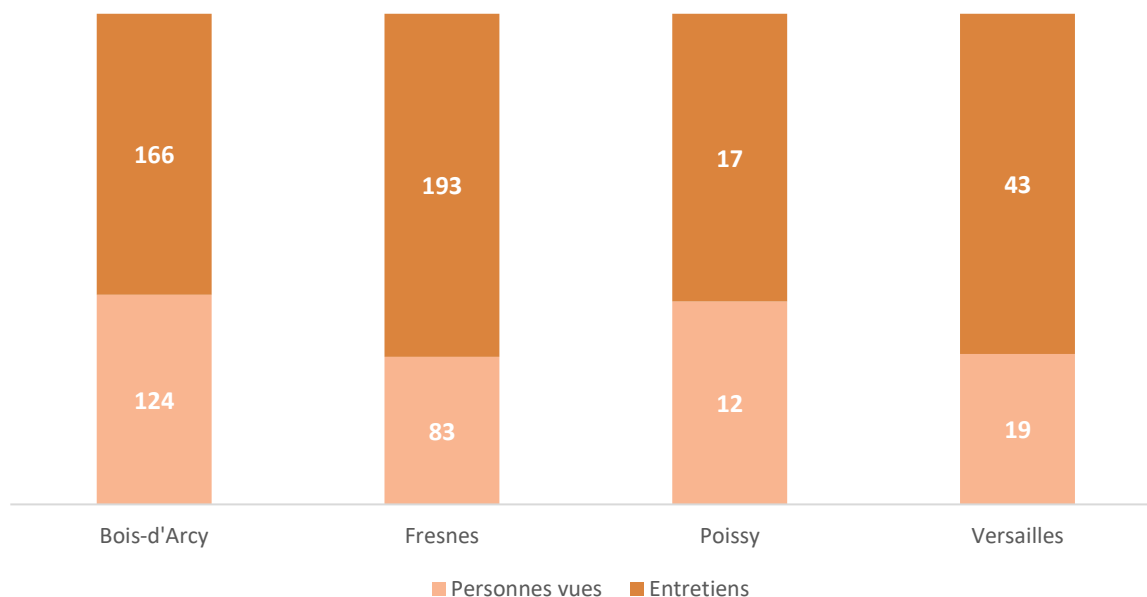


Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	72	30,3%	Arrêté d'expulsion	2	0,8%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	5	2,1%	Interdiction de territoire	82	34,5%
Perte du statut	2	0,8%	OQTF	38	16%
Demande d'asile en cours	9	3,8%	Pas de mesure identifiée	40	16,8%
Non renseigné	150	63%	Non renseigné	75	31,5%

Région Ile-de-France

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	12 5%	63 15%
N Non	81 34%	174 42%
No Non renseigné	145 61%	182 43%
Total	238 100%	419 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	11 5%	58 15%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.)	0 0%	0 0%
No Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	3 1%	12 3%
Total	213 94%	322 82%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Bois d'Arcy	124	166	146	206	65	175
Fresnes	83	193	108	203	59	84
Osny-Pontoise	-	-	50	71	53	71
Poissy	12	17	10	15	10	14
Versailles	19	43	8	18	7	175



Région Languedoc-Roussillon

La région en un coup d'œil



- Nombre de bénévoles : 7
- Etablissements concernés : 3
- Nombre d'entretiens réalisés : 219
- Nombre de personnes rencontrées : 135

Etablissements d'intervention - LR

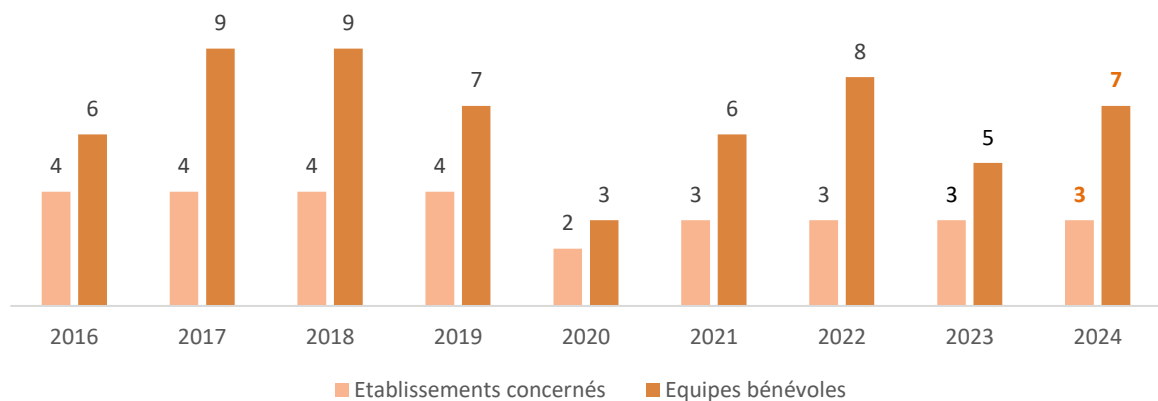
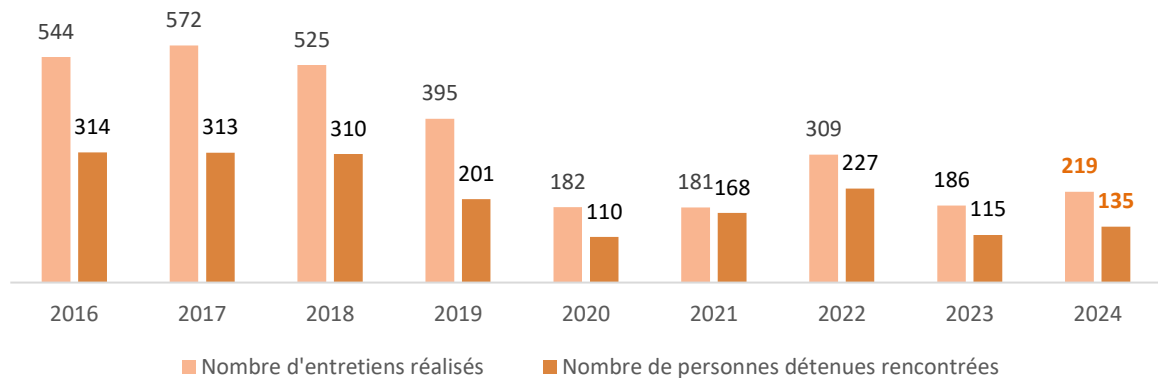
- Centre pénitentiaire de **Béziers**
- Maison d'arrêt de **Nîmes**
- Centre pénitentiaire de **Villeneuve-lès-Maguelone**



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités
Perpignan	Béziers

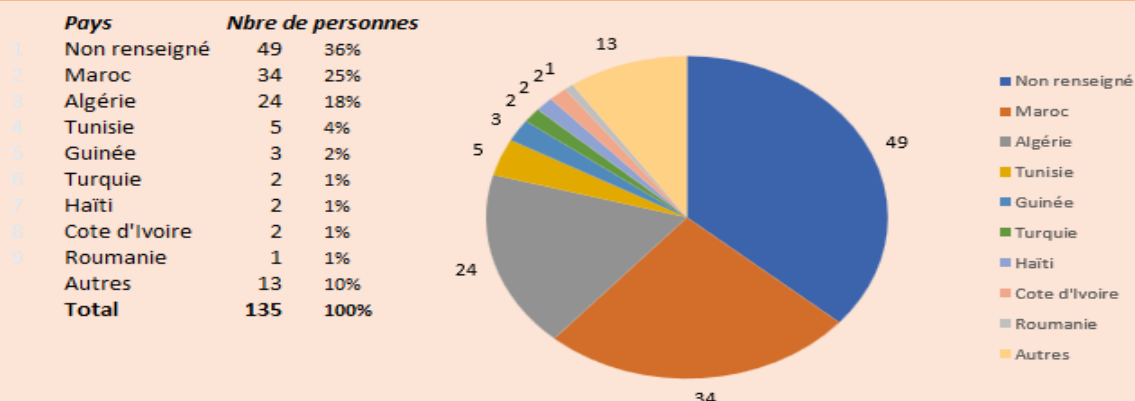
Evolutions quantitatives de l'action



Région Languedoc-Roussillon

Profils des personnes rencontrées

Répartition par pays des personnes accompagnées dans l'année



Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	135	100%	Oui	27	20%
Femme	0	0%	Non	31	23%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	77	57%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	49	36,3%	Oui	35	25,9%
Marié-e	8	5,9%	Non	22	16,3%
Pacsé-e	0	0%	Non renseigné	78	57,8%
Non renseigné	78	57,8%			

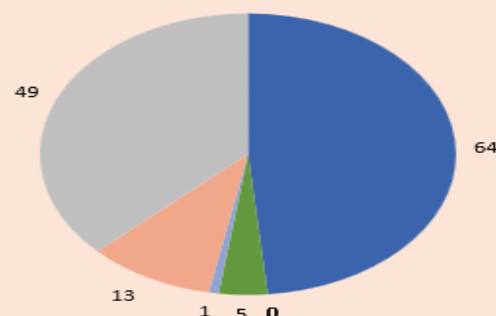
Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	118	87,4%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu-e	15	11,1%	Non renseigné	2	1,5%
Prévenu-e et condamné-e	0	0%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

Titre de séjour	Nbre de personnes	Pourcentage
Néant (situation irrégulière)	64	48%
Visa de court séjour	0	0%
Visa de long séjour	0	0%
Autorisation provisoire de séjour	0	0%
Récépissé	0	0%
Carte de séjour temporaire	5	4%
Carte de séjour pluriannuelle	1	1%
Carte de résident-e	13	10%
Non renseigné	49	37%
Total	132	100%



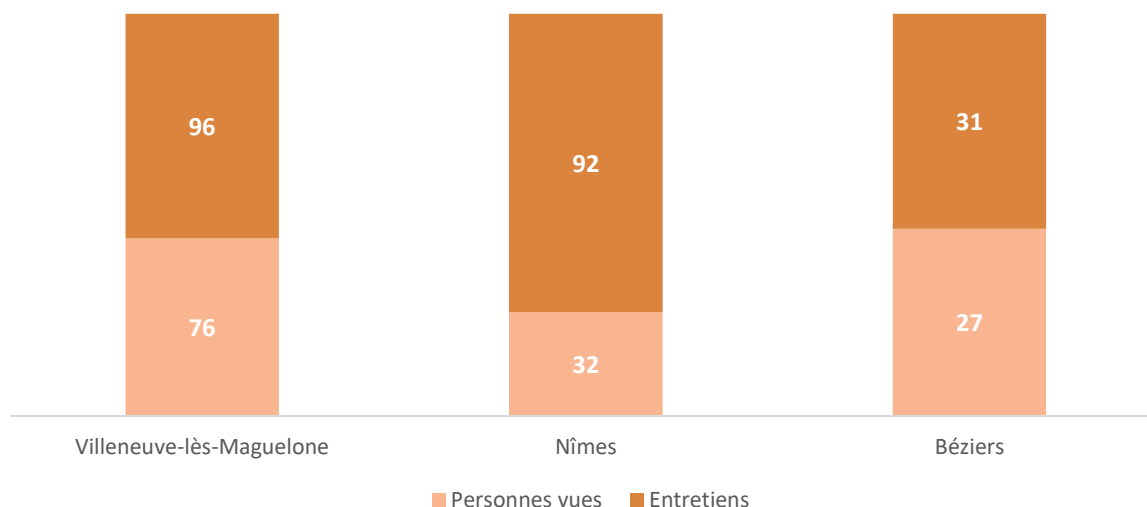
Au moins 8 personnes rencontrées ont vu leur titre de séjour se périmé en prison

Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	126	93,3%	Arrêté d'expulsion	0	0%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	2	1,5%	Interdiction de territoire	18	13,3%
Perte de statut	1	0,7%	OQTF	20	14,8%
Demande d'asile en cours	1	0,7%	Pas de mesure identifiée	34	25,2%
Non renseigné	5	3,7%	Non renseigné	63	46,7%

Région Languedoc-Roussillon

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	24 18%	78 36%
N Non	109 81%	139 63%
No Non renseigné	2 1%	2 1%
Total	135 100%	219 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	5 4%	10 5%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.)	0 0%	0 0%
No Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	125 96%	196 95%
Total	130 100%	206 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Béziers	27	31	-	-	25	31
Nîmes	32	92	-	-	82	104
Perpignan	-	-	-	-	-	-
Villeneuve-lès-Maguelone	76	92	115	186	120	174



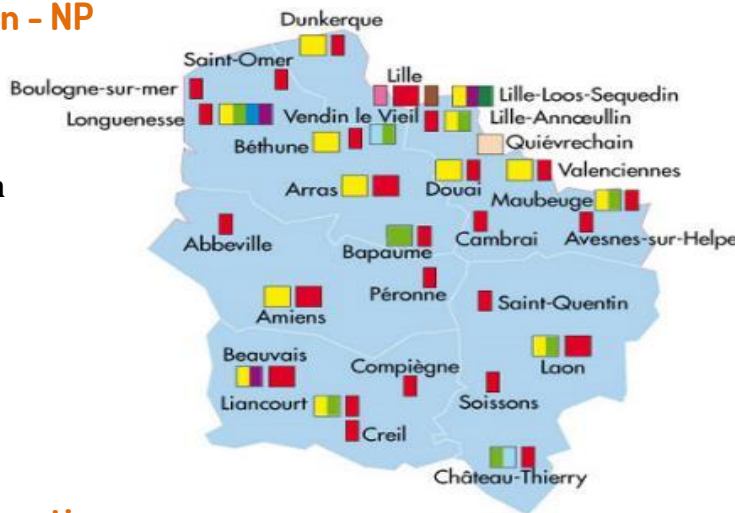
Région Nord-Picardie

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : 15
- Etablissements concernés : 5
- Nombre d'entretiens réalisés : 151*
- Nombre de personnes rencontrées : 102*

Etablissements d'intervention - NP

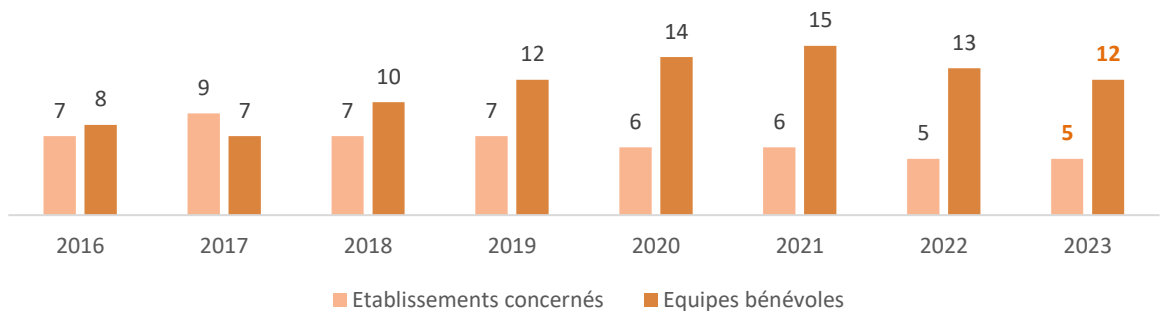
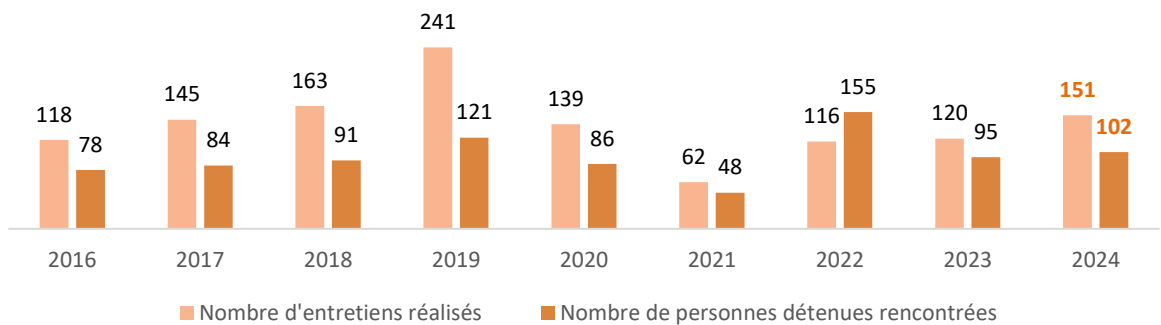
- Maison d'arrêt d'Amiens
- Maison d'arrêt de Dunkerque
- Maison d'arrêt de Lille-Sequedin
- Maison d'arrêt de Maubeuge
- Maison d'arrêt de Valenciennes



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

Evolutions quantitatives de l'action

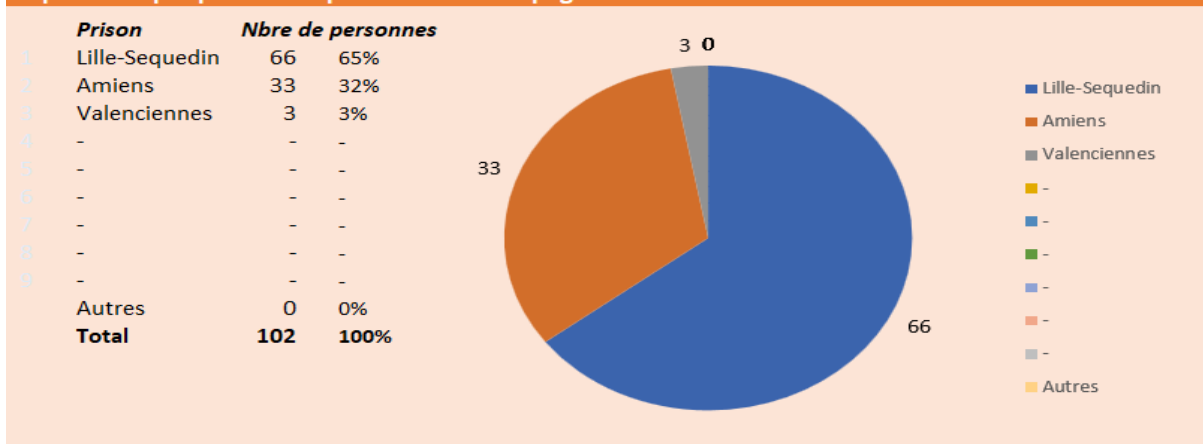


* : Données manquantes : Dunkerque, Maubeuge

Région Nord-Picardie

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



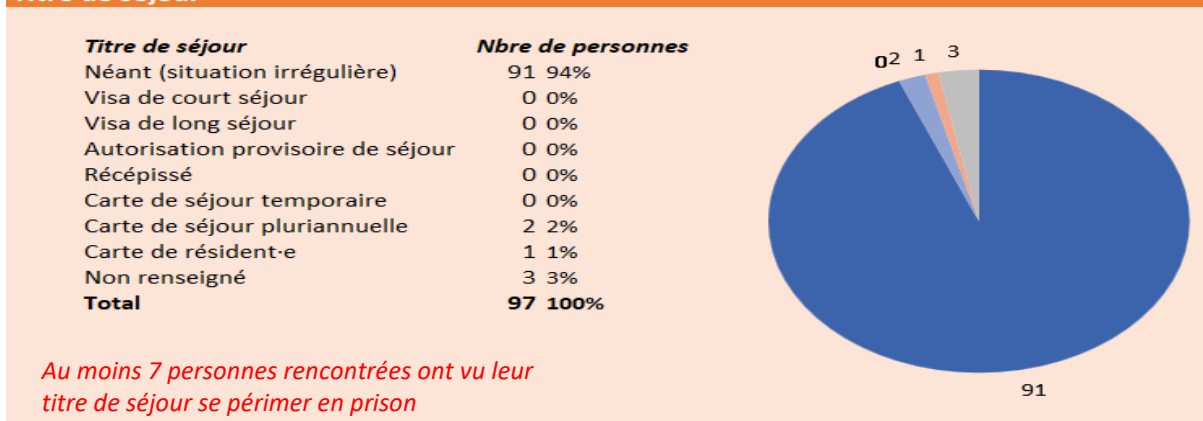
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	95	93,1%	Oui	48	52,9%
Femme	7	6,9%	Non	48	47,1%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	0	0%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	74	72,5%	Oui	68	66,7%
Marié-e	26	25,5%	Non	34	33,3%
Pacsé-e	1	1%	Non renseigné	0	0%
Non renseigné	1	1%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	82	80,4%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu-e	16	15,7%	Non renseigné	0	0%
Prévenu-e et condamné-e	4	3,9%			

Situation administrative des personnes rencontrées

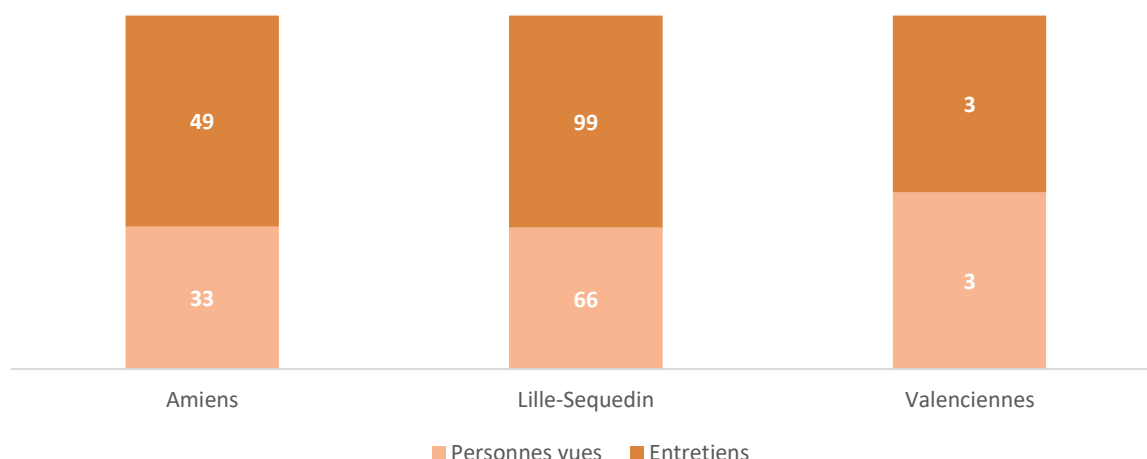
Titre de séjour



Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	88	86,3%	Arrêté d'expulsion	1	1%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	3	2,9%	Interdiction de territoire	12	11,8%
Perte du statut	0	0%	OQTF	18	17,6%
Demande d'asile en cours	5	4,9%	Pas de mesure identifiée	69	67,6%
Non renseigné	6	5,9%	Non renseigné	2	2%

Région Nord-Picardie

Actions menées



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	41 40%	68 45%
N Non	61 60%	83 55%
Nc Non renseigné	0 0%	0 0%
Total	102 100%	151 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	0 0%	0 0%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc)	0 0%	0 0%
Nc Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	96 100%	142 100%
Total	96 100%	142 100%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Amiens	33	49	20	26	24	36
Dunkerque	-	-	-	-	-	-
Lille-Sequedin	66	99	59	78	75	85
Maubeuge	-	-	13	13	-	-
Valenciennes	3	3	3	3	-	-



Région Normandie

La région en un coup d'œil

➤

Nombre de bénévoles : 11

➤

Etablissements concernés : 6

➤

Nombre d'entretiens réalisés : 697

➤

Nombre de personnes rencontrées : 292

Etablissements d'intervention - NO

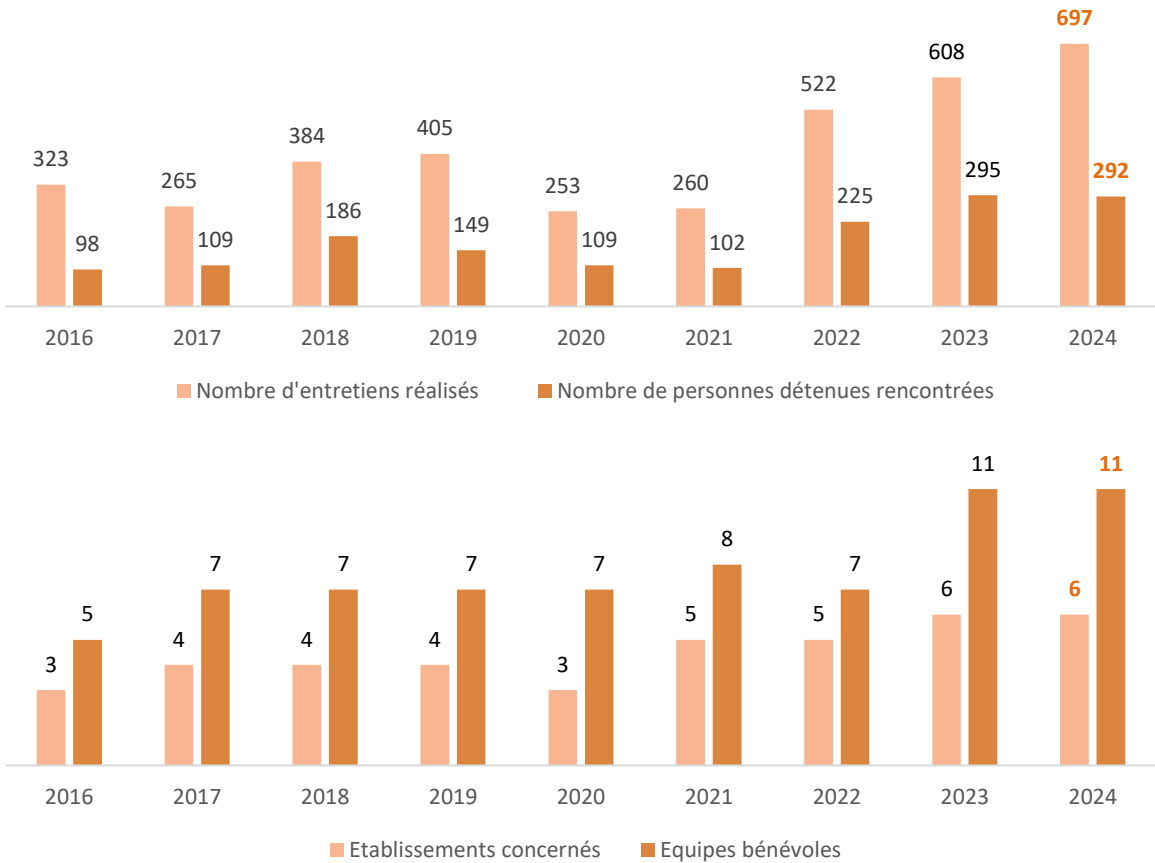
- Centre pénitentiaire d'Alençon-Condé-sur-Sarthe
- Centre de détention d'Argentan
- Maison d'arrêt de Caen
- Maison d'arrêt d'Evreux
- Centre pénitentiaire du Havre
- Maison d'arrêt de Rouen



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

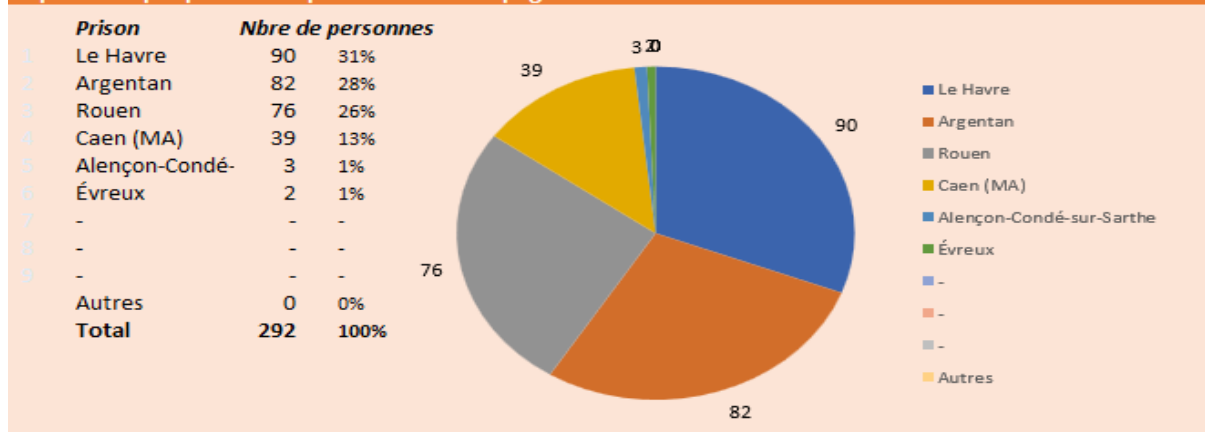
Evolutions quantitatives de l'action



Région Normandie

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



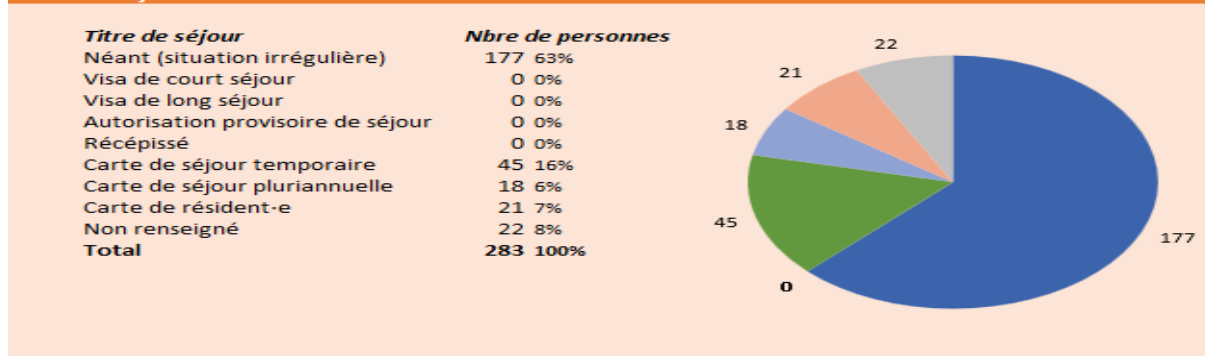
Sexe			Enfant mineur·e en France		
Homme	288	98,6%	Oui	110	38,6%
Femme	4	1,4%	Non	175	61,4%
Non renseigné	0	0%	Non renseigné	7	2,5%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	257	88%	Oui	113	38,7%
Marié·e	32	11%	Non	169	57,9%
Pacsé·e	1	0,3%	Non renseigné	118	3,4%
Non renseigné	2	0,7%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné·e	259	88,4%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu·e	27	9,2%	Non renseigné	3	1%
Prévenu·e et condamné·e	4	1,4%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

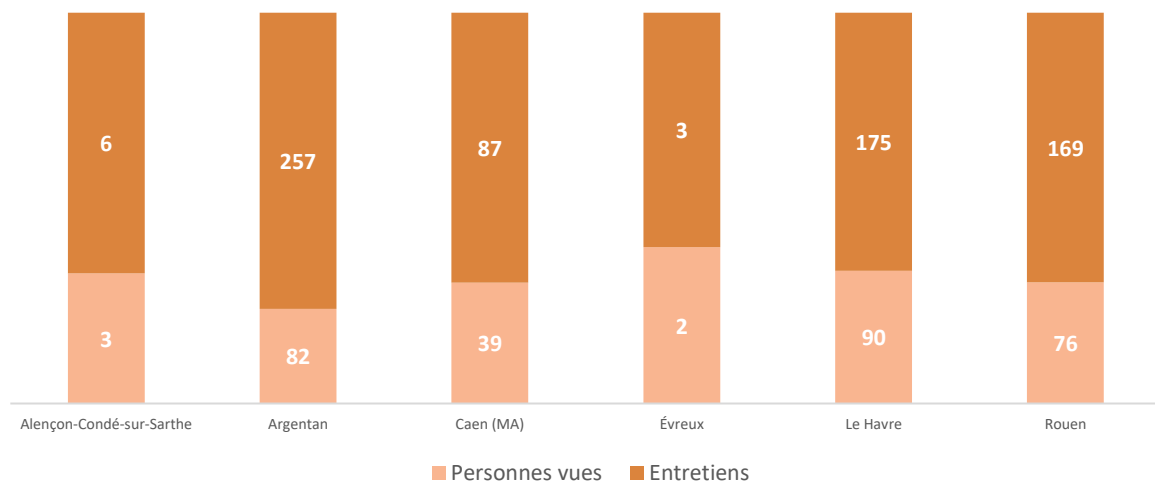


Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	176	60,3%	Arrêté d'expulsion	1	0,3%
Réfugié·e / Protection subsidiaire	13	4,4%	Interdiction de territoire	77	26,4%
Perte de statut	6	2,1%	OQTF	42	11%
Demande d'asile en cours	8	2,7%	Pas de mesure identifiée	160	54,8%
Non renseigné	89	30,5%	Non renseigné	11	3,8%

Région Normandie

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Oui	57 20%	184 26%
Non	177 61%	395 57%
Non renseigné	58 20%	118 17%
Total	292 100%	697 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
Recours contre une obligation de quitter le territoire français	18 7%	67 11%
Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.)	0 0%	0 0%
Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.))	5 2%	30 5%
Non renseigné	246 91%	515 84%
Total	269 100%	612 100%

Evolutions

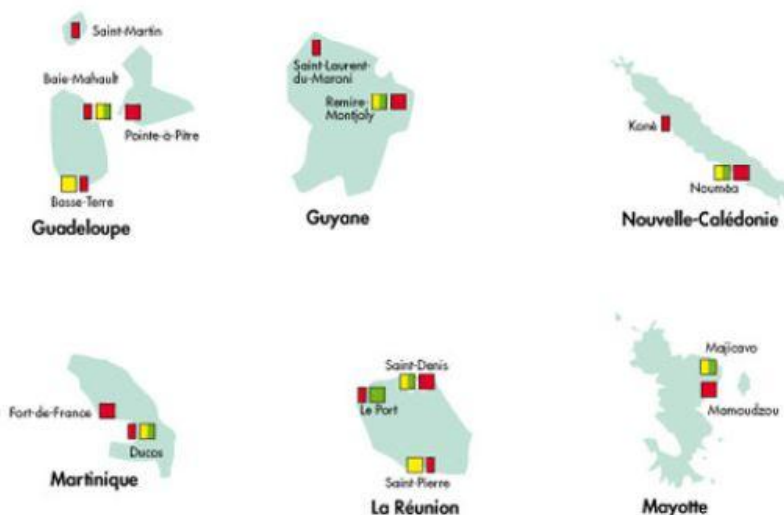
	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Alençon-Condé-sur-Sarthe	3	6	7	10	-	-
Argentan	82	257	73	204	77	214
Caen	39	87	28	56	-	-
Evreux	2	3	4	6	5	5
Le Havre	90	175	95	175	62	125
Rouen	76	169	88	157	81	178

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : **NR**
- Etablissements concernés : **NR**
- Nombre d'entretiens réalisés : **NR**
- Nombre de personnes rencontrées : **NR**

■ Etablissements d'intervention - OI

- Pas d'intervention en milieu carcéral à ce jour.



■ Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

■ Evolutions quantitatives de l'action

Pas d'intervention en milieu carcéral à ce jour.



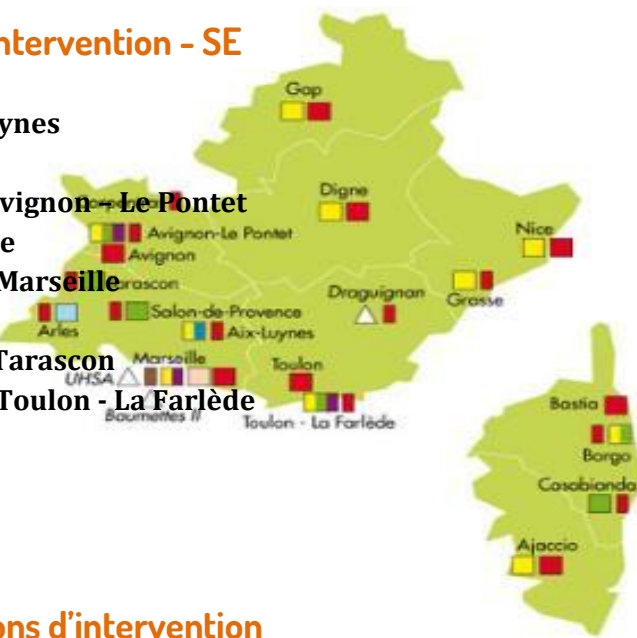
Région Sud-Est

La région en un coup d'œil

- Nombre de bénévoles : 24
- Etablissements concernés : 8
- Nombre d'entretiens réalisés : 1996
- Nombre de personnes rencontrées : 902

Etablissements d'intervention - SE

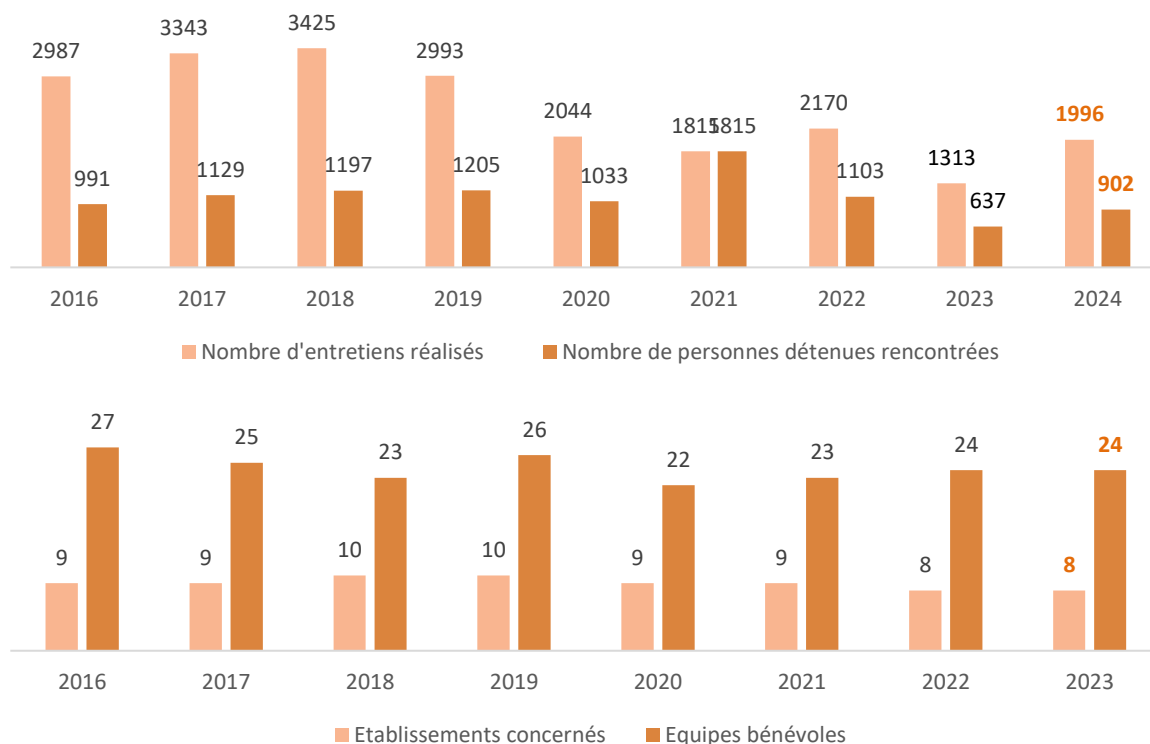
- Maison d'arrêt d'Aix-Luynes
- Maison centrale d'Arles
- Centre pénitentiaire d'Avignon - Le Pontet
- Maison d'arrêt de Grasse
- Centre pénitentiaire de Marseille
- Maison d'arrêt de Nice
- Centre de détention de Tarascon
- Centre pénitentiaire de Toulon - La Farlède



Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités

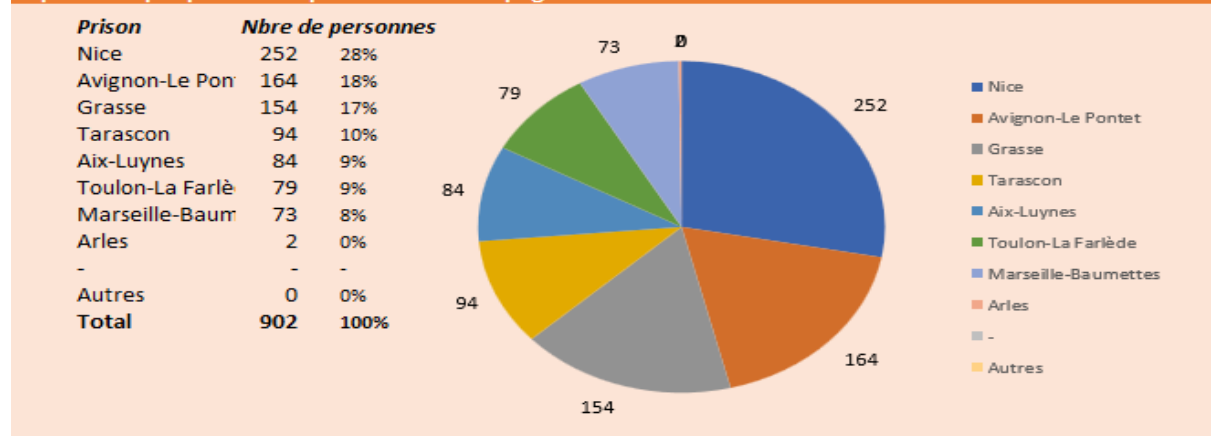
Evolutions quantitatives de l'action



Région Sud-Est

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



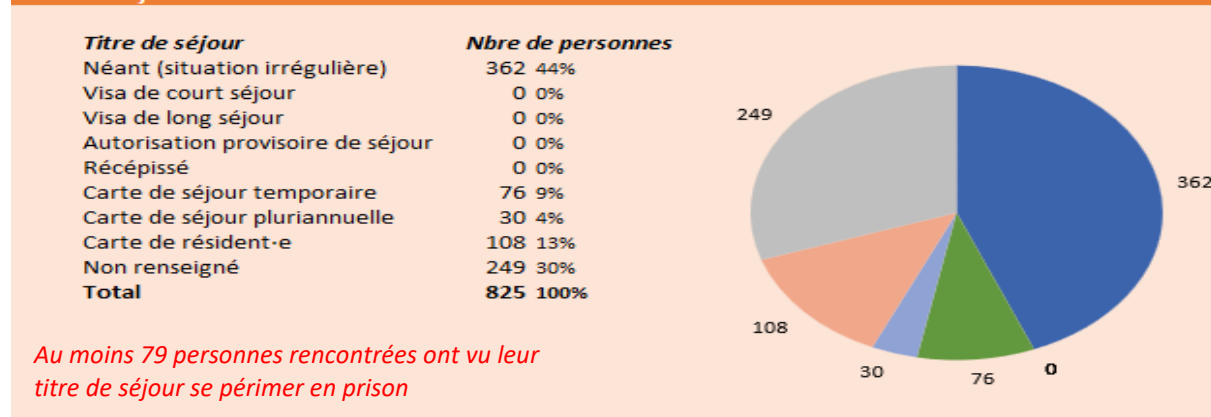
Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	856	94,9%	Oui	416	46,1%
Femme	43	4,8%	Non	483	53,5%
Non renseigné	3	0,3%	Non renseigné	3	0,2%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	396	43,9%	Oui	303	33,6%
Marié-e	156	17,3%	Non	596	66,1%
Pacsé-e	32	3,5%	Non renseigné	2	0,2%
Non renseigné	318	35,3%			

Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	763	84,6%	Sous écrou extraditionnel	1	0,1%
Prévenu-e	128	14,2%	Non renseigné	4	0,4%
Prévenu-e et condamné-e	6	0,7%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

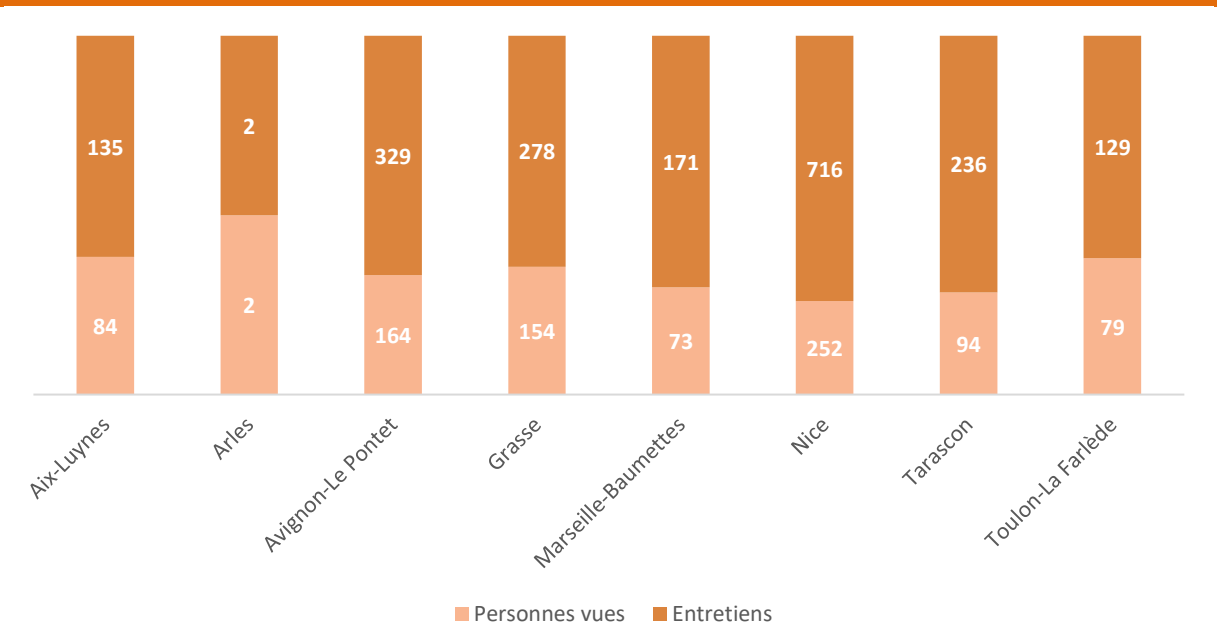


Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	735	815%	Arrêté d'expulsion	11	1,2%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	27	3%	Interdiction de territoire	250	27,8%
Perte du statut	2	0,2%	OQTF	96	10,6%
Demande d'asile en cours	29	3,2%	Pas de mesure identifiée	441	48,9%
Non renseigné	109	12,1%	Non renseigné	104	11,5%

Région Sud-Est

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour		
Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	76 8%	217 11%
N Non	708 78%	1558 78%
No Non renseigné	118 13%	221 11%
Total	902 100%	1996 100%

Recours / requête		
Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	17 2%	45 2%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.	0 0%	0 0%
No Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.)	0 0%	0 0%
Non renseigné	10 1%	46 2%
Total	833 97%	1782 95%
	860 100%	1873 100%

Evolutions						
	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Aix-Luynes	84	135	71	93	164	256
Arles	2	2	15	20	6	8
Avignon-Le Pontet	164	329	134	282	132	258
Grasse	154	278	-	-	189	354
Marseille-Baumettes	73	171	135	352	110	284
Nice	252	716	-	-	301	585
Tarascon	94	236	166	323	110	245
Toulon-La Farlède	79	129	116	243	91	180



Région Sud-Ouest

La région en un coup d'œil

➤

Nombre de bénévoles : 33

➤

Etablissements concernés : 12

➤

Nombre d'entretiens réalisés : 309

➤

Nombre de personnes rencontrées : 346

Etablissements d'intervention - 50

- Maison d'arrêt de Bayonne
- Centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan
- Centre de détention d'Eysses-Villeneuve-sur-Lot
- Centre pénitentiaire de Lannemezan
- Centre de détention de Mauzac
- Centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan
- Centre de détention de Muret
- Centre de détention de Neuvic-sur-l'Isle
- Maison d'arrêt de Pau
- Maison d'arrêt de Périgueux
- Maison d'arrêt de Tarbes
- Maison d'arrêt de Toulouse-Seysses

Evolution des prisons d'intervention

Arrêt des activités	Nouvelles activités
Agen, Montauban	

Evolutions quantitatives de l'action

Année	Nombre d'entretiens réalisés	Nombre de personnes détenues rencontrées
2016	229	111
2017	262	131
2018	363	152
2019	272	201
2020	139	120
2021	119	125
2022	256	245
2023	329	290
2024	346	309

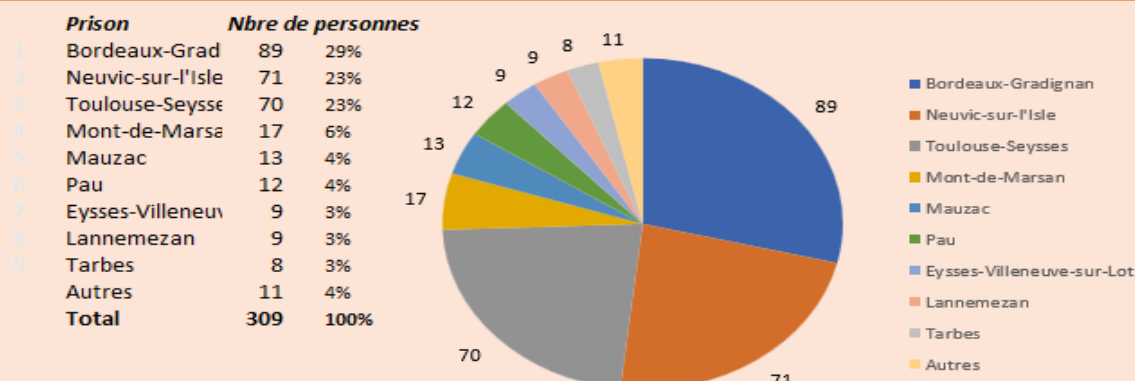
Année	Etablissements concernés	Equipes bénévoles
2016	9	15
2017	11	12
2018	12	21
2019	11	21
2020	11	15
2021	12	21
2022	12	26
2023	13	34
2024	12	33

La Cimade • Synthèse prison 2024, avril 2025 • 57-62

Région Sud-Ouest

Profils des personnes rencontrées

Répartition par prison des personnes accompagnées dans l'année



Sexe			Enfant mineur-e en France		
Homme	207	67%	Oui	103	33,4%
Femme	6	1,9%	Non	126	40,9%
Non renseigné	96	31,1%	Non renseigné	79	25,6%
Situation maritale			Famille nucléaire en France		
Célibataire/Concubinage	157	50,8%	Oui	50	16,2%
Marié-e	36	11,7%	Non	128	41,6%
Pacsé-e	3	1%	Non renseigné	130	42,2%
Non renseigné	113	36,6%			

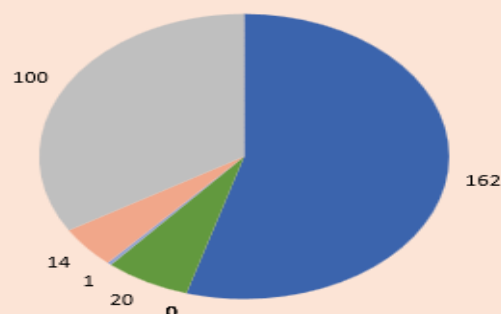
Situation pénale des personnes rencontrées

Condamné-e	227	73,6%	Sous écrou extraditionnel	0	0%
Prévenu-e	45	14,7%	Non renseigné	33	10,7%
Prévenu-e et condamné-e	3	1%			

Situation administrative des personnes rencontrées

Titre de séjour

Titre de séjour	Nbre de personnes	Pourcentage
Néant (situation irrégulière)	162	55%
Visa de court séjour	0	0%
Visa de long séjour	0	0%
Autorisation provisoire de séjour	0	0%
Récépissé	0	0%
Carte de séjour temporaire	20	7%
Carte de séjour pluriannuelle	1	0%
Carte de résident-e	14	5%
Non renseigné	100	34%
Total	297	100%



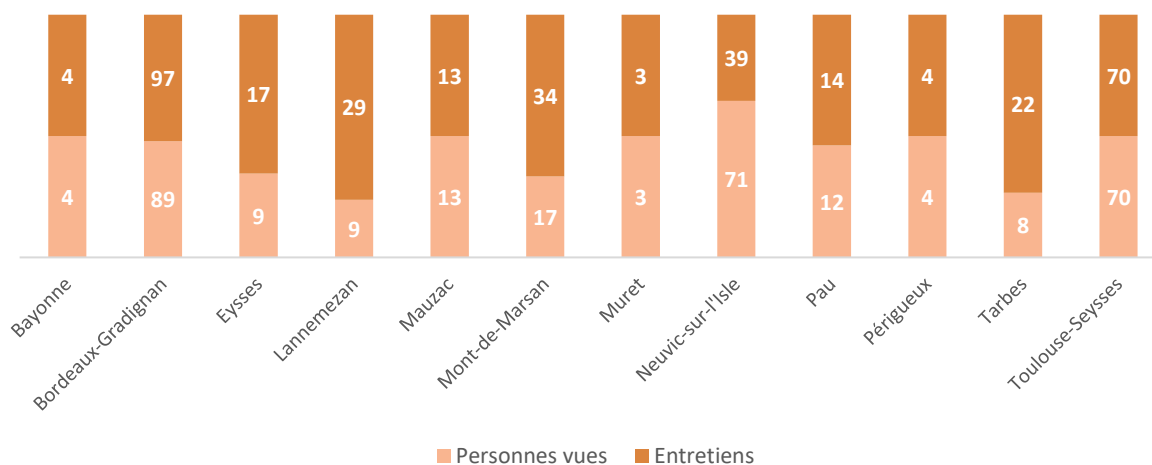
Au moins 42 personnes rencontrées ont vu leur titre de séjour se périmé en prison

Situation au regard de l'asile			Mesure d'expulsion		
Pas de situation d'asile envisagé	87	28,9%	Arrêté d'expulsion	10	3,3%
Réfugié-e / Protection subsidiaire	2	0,7%	Interdiction de territoire	62	20,1%
Perte du statut	0	0%	OQTF	37	12%
Demande d'asile en cours	4	1,3%	Pas de mesure identifiée	62	20,1%
Non renseigné	208	69,1%	Non renseigné	138	44,7%

Région Sud-Ouest

Actions menées

Détails par établissement



Demande de titre de séjour

Demande de titre de séjour	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Oui	43 14%	55 16%
N Non	178 58%	226 65%
Nc Non renseigné	88 28%	65 19%
Total	309 100%	346 100%

Recours / requête

Recours / requête	Nbre de personnes	Nbre d'entretiens
O Recours contre une obligation de quitter le territoire français	6 2%	7 2%
N Recours contre un arrêté d'expulsion (COMEX, abrogation, etc.)	0 0%	0 0%
Nc Requête contre l'interdiction du territoire français (relèvement, Recours lié à l'asile (récit OFPRA, recours CNDA, etc.))	0 0%	0 0%
Non renseigné	1 0%	1 0%
Total	289 98%	325 98%

Evolutions

	2024		2023		2022	
	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens	Personnes	Entretiens
Bayonne	4	4	8	9	19	19
Bordeaux-Gradignan	89	97	88	92	45	51
Eysses-Villeneuve-sur-Lot	9	17	-	-	-	-
Lannemezan	9	29	7	25	4	13
Mauzac	13	13	16	6	9	9
Montauban	-	-	-	-	-	-
Mont-de-Marsan	17	34	36	38	44	48
Muret	3	3	6	6	10	10
Neuvic-sur-l'Isle	71	39	66	44	64	53
Pau	12	14	21	22	-	-
Périgueux	4	4	2	2	3	3
Tarbes	8	22	4	8	3	4
Toulouse-Seysses	70	70	34	40	33	33

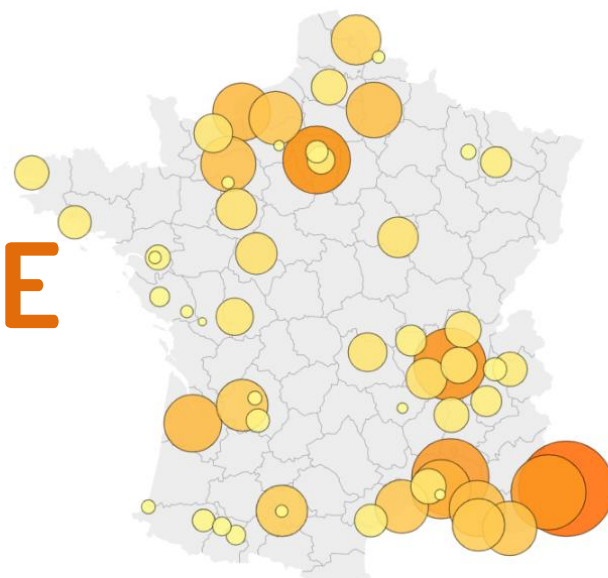


JCHANCHE © CGLPL

La Cimade - Interventions en prison 2024

Visualisation du nombre de personnes vues en prison au cours de l'année 2024

Personnes détenues vues



Source: La Cimade - les données • Créé avec Datawrapper

ANNEXE

METHODOLOGIE MOBILISEE

5.



Derrière ces chiffres, des hommes, des femmes et des enfants. Chacune de ces personnes a été rencontrée par les équipes de La Cimade entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

Les données présentées ont été récoltées par chacun·e des bénévoles de l'association : ce recueil est le fruit de leur travail patient, organisé selon des modalités communes.

Pour chaque item abordé, les statistiques sont exhaustives ou couvrent une très forte proportion de l'effectif total. Toutefois, seules les données portant sur un échantillon suffisant pour être significatif ont été exploitées.



Synthèse prison 2024

Avril 2025

JCHANCHE © CGLPL

La Cimade entre en prison afin de rendre l'accès au droit des personnes étrangères détenues effectif. Près de 200 bénévoles entrent dans plus de 75 prisons afin d'informer les personnes de leurs droits, de les assister dans les démarches supposées par leur situation et de porter témoignage des conditions de détention des personnes étrangères détenues dont les droits ne sont pas respectés. Depuis 2007, l'activité est prise en compte par un protocole national signé avec l'administration pénitentiaire.

 **La Cimade**
L'humanité passe par l'autre